

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1805 - 7 mars 2003 - prix : 1 €

**Non à la guerre  
contre l'Irak !  
À bas la dictature  
des trusts  
qui la veulent !**

**8 mars**

**Avec  
les femmes  
en lutte pour  
leurs droits**

p. 6

**Il y a 50 ans**

**La mort de  
Staline,  
fossoyeur de la  
révolution**

p. 11

**États-Unis  
Des militants  
syndicaux  
contre la  
guerre**

p. 9

M 06189 - 1805 - F: 1,00 €



**Chirac en Algérie  
Bavardages sur l'amitié...  
et appétits des trusts français**

p. 10 et 11

## Sommaire

### Immigration

- p. 4 ■ Charters de Sarkozy  
■ Expulsion mise en échec à Grenoble

### Leur société

- p. 5 ■ Raffarin : pas de rigueur pour les patrons  
■ Solidarité avec les luttes des sans-papiers  
■ Après Sangatte : les réfugiés à la rue  
■ Journée internationale des femmes

### Tribune

- p. 6 ■ Chirac en Algérie : coup de cœur pour Hassi Messaoud ?

### Dans le monde

- p. 8-9 ■ Des syndicats américains contre la guerre  
■ La « rébellion » des parlementaires de Grande-Bretagne  
■ En Turquie, un grain de sable dans une mécanique bien huilée  
■ En Israël, Sharon veut profiter de la guerre
- p. 10-11 ■ Chirac à Alger : des chefs d'entreprises dans les bagages  
■ Les travailleurs algériens paralysent le pays, les 25 et 26 février  
■ La mort de Staline, le 5 mars 1953

### Dans les entreprises

- p. 12 ■ Négociations salariales à RVI (Vénissieux-Rhône)  
■ Grève du nettoyage à l'Aéroport de Toulouse-Blagnac
- p. 13 ■ La lutte paye à Arcade  
■ Attaques contre les travailleurs à Toray Plastic Europe (Lyon)  
■ « Trains » de licenciements Rouleau-Guichard (Toulouse)  
■ Contre la fermeture du Musée de l'Homme à Paris
- p. 14 ■ Mobilisation à Metaleurop  
■ Une scission de la CGT Peugeot-Sochaux  
■ Un syndicaliste condamné à Cherbourg
- p. 15 ■ Refus des licenciements chez Pechiney-Ariège  
■ La casse des emplois à Arc International  
■ Accident grave à Aventis Romainville  
■ Grève pour les salaires aux Acieries des Ancizes et Fortech (Issoire)
- p. 16 ■ Matra : Lagardère un « patron voyou » bien de chez nous  
■ Moulinex : la liquidation, une bonne affaire pour les actionnaires de SEB  
■ Reims-Aviation (Marne)

# FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

## Saint-Nazaire

Samedi 8 mars de 16h à 24h  
à Montoir-de-Bretagne  
Salle Polyvalente Bonne Fontaine

## Montbéliard

Samedi 8 et dimanche 9 mars  
Halle Polyvalente

## Limoges

Dimanche 16 mars à partir de 12h  
à Isle (Salle du temps libre)

## Creil

Samedi 22 mars à partir de 16h  
Salle des Fêtes (10, avenue Jules-Ferry)  
à Saint-Leu-d'Esserent  
(Bassin creillois / Route de Montataire à Précy-sur-Oise)

## Angers

Samedi 29 mars de 15h à minuit  
à Trélazé Salle Aragon

## LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE DANS LES SCRUTINS PARTIELS

Lutte Ouvrière sera présente dans deux élections législatives partielles qui auront lieu le dimanche 16 mars.

**Annie RIEUPET, employée des Chèques Postaux, et Pascal HUBERLAND, ouvrier électricien,** seront candidats dans la septième circonscription de Seine-Saint-Denis (Montreuil).

**Anne-Catherine GODDE, infirmière, et Luc VIRY, professeur des écoles,** se présenteront dans la troisième circonscription d'Eure-et-Loir (Lucé-Nogent-le-Rotrou).

## Réunions publiques avec ARLETTE LAGUILLER

### • Marseille

Samedi 15 mars à 17 h 00  
Château des Fleurs - 16 Boulevard Michelet  
Métro Rond-Point du Prado

(Ce meeting, précédemment annoncé à 15 h 30, aura lieu à 17 h 00 pour permettre la participation à la manifestation contre la guerre en Irak, annoncée ce jour-là à Marseille à 15 h 30)

### • Toulouse

Jeudi 20 mars à 20h 30  
Salle Municipale - 22, Allées de Barcelone

### • Lille

Vendredi 28 mars à 20h  
Maison de l'Éducation Permanente (MEP)  
Place Georges-Lyon  
près avenue J-B. Lebas

### • Lyon

Vendredi 4 avril à 20h  
Salle Victor-Hugo - Mairie du 6<sup>e</sup>  
33, rue Bossuet, Métro Masséna.

### Réunion publique à Montreuil

Avec les candidats de Lutte Ouvrière, Annie RIEUPET et Pascal HUBERLAND, Jeudi 6 mars à 19h  
Ecole Diderot, 12 rue Pépin à MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)

### Réunion publique à Lucé

Avec les candidats de Lutte Ouvrière, Anne-Catherine GODDE et Luc VIRY, Mercredi 12 mars à 20h 30 au Centre culturel Edmond Desouches à LUCÉ (Eure-et-Loir)

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

### Adresser toute correspondance à:

**LUTTE OUVRIÈRE**  
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron  
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

### SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 15 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
<b>France, DOM-TOM</b>	35 €	18 €	15 €
<b>DOM-TOM, par avion</b>	50 €	25 €	21 €
<b>Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada</b>	60 €	30 €	15 €
<b>Asie Océanie autre Amérique</b>	75 €	38 €	26 €
<b>Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)</b>	90 €	45 €	32 €

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : . . . . .

PRÉNOM : . . . . .

ADRESSE : . . . . .

. . . . .

CODE POSTAL et VILLE : . . . . .

. . . . .

COMPLÉMENT D'ADRESSE . . . . .

. . . . .

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE -

LUTTE DE CLASSE, pour une durée de

. . . . .

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : . . . . .

Règlement :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre

de LUTTE OUVRIÈRE,

par virement postal à LUTTE

OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins  
d'entreprise du 3 mars 2003

# NON À LA GUERRE CONTRE L'IRAK, À BAS LA DICTATURE DES TRUSTS QUI LA VEULENT !

■ Dans quelques semaines, quelques jours peut-être, l'armée du pays le plus puissant et le plus riche du monde, flanquée de quelques alliés, partira à l'assaut d'un pays pauvre. Les prétextes invoqués pour agresser l'Irak ont beau s'évanouir les uns après les autres, ce pays a beau ouvrir toutes ses portes devant les inspecteurs de l'ONU et détruire son armement sur leurs injonctions, les dirigeants américains affichent leur détermination à déclencher la guerre.

Tout le monde sait que la guerre sera meurtrière. Tout le monde sait que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants vont mourir sous les bombes ou de faim. Tout le monde sait que ce pays, déjà meurtri par la guerre du Golfe, ruiné par douze ans de bombardements, appauvri par un embargo international, sera transformé en champ de ruines. Cela ne fait rien : la guerre aura lieu quand même, répètent les dirigeants américains.

Mais qui a intérêt à cette guerre ? Certainement pas les peuples, pas même celui des États-Unis. Car si la guerre fera des victimes surtout en Irak, elle en fera aussi parmi les soldats américains. Et, dans les manifestations contre la guerre aux États-Unis même, beaucoup ont évoqué le souvenir des « body bags », ces sacs dans lesquels avaient été rapatriés les corps des soldats morts au Vietnam, dans une guerre qui n'était pas la leur. L'état-major américain en aurait déjà commandé plusieurs milliers.

Oui, la guerre qui se prépare est une guerre abjecte, injustifiable, menée au détriment et contre la volonté des peuples. Et pourtant, on se prépare à la mener. On nous parle de démocratie mais on voit

bien que les décisions, ce ne sont pas les peuples qui les prennent. Derrière les va-t-en-guerre de l'équipe Bush, ceux qui décident, ce sont ces groupes capitalistes, les uns de l'industrie d'armement, les autres du pétrole, ceux aussi qui guignent les chantiers de reconstruction d'un pays qu'ils auront eux-mêmes détruit. Le gouvernement américain représente les intérêts de ces groupes, et rien d'autre.

En se désolidarisant dans une certaine mesure des dirigeants américains, Chirac s'est forgé une certaine popularité, en France comme sur le plan international. Mais il ne constitue pas un rempart contre la guerre, et il le sait. Pas seulement parce que les États-Unis disent et répètent qu'ils n'ont pas besoin de l'approbation de leurs alliés et encore moins de leur aide militaire pour déclencher leur guerre. Mais aussi parce que Chirac se situe dans la même optique que les États-Unis : il faut mettre au pas l'Irak. Chirac veut seulement donner plus de temps aux inspecteurs. Mais, pendant que ces derniers obligent l'Irak à détruire son armement, les États-Unis accumulent de plus en plus d'armes dans la région. Tout se passe comme si les deux camps qui se sont dessinés dans le monde impérialiste étaient des compères : pendant que les uns désarment la

victime, les autres se préparent à l'égorger.

Complices, toutes les puissances impérialistes le sont, même si, dans la guerre à venir, c'est la plus puissante d'entre elles, les États-Unis, qui est la plus belliqueuse. L'histoire de l'impérialisme, c'est l'histoire de guerres pour imposer aux peuples du monde entier la loi des grands groupes industriels et financiers.

Combien de guerres, combien de morts, pour permettre aux groupes capitalistes français ou anglais de mettre la main, qui sur l'Algérie ou la moitié de l'Afrique, qui sur les Indes ? Combien de guerres pour se disputer pétrole, matières premières et marchés ? La domination du capitalisme sur le monde, ce n'est pas seulement l'exploitation, le pillage, le chômage ou la misère pour la majorité afin qu'une minorité s'enrichisse, c'est aussi les guerres pour imposer tout cela.

Alors, il faut que se manifeste l'opposition à la guerre infâme qui se prépare. Mais il faut aussi que l'on se souvienne qu'il n'y aura pas de paix sur cette planète, il n'y aura pas de relations fraternelles entre les peuples tant que le monde est soumis à la dictature d'une poignée de grands groupes capitalistes.

Arlette LAGUILLER

## MANIFESTONS CONTRE LA GUERRE !

A ce jour, la guerre contre l'Irak, annoncée et préparée par les dirigeants américains, apparaît de plus en plus proche. Il est important, lorsque cette ignoble agression commencera, que des millions de personnes partout dans le monde descendent dans la rue pour faire entendre leur protestation.

Différentes associations, mouvements et partis politiques appellent à des rassemblements dans toutes les villes, le soir même du début de l'intervention, en particulier place de la Concorde à Paris et devant les représentations américaines, lorsqu'il y en a dans les grandes villes. Ils appellent aussi à manifester le

plus massivement possible dans toutes les villes du pays, dès le samedi suivant.

Des manifestations sont annoncées dès maintenant pour le samedi 15 mars.

**LUTTE OUVRIÈRE appelle dès à présent à manifester contre l'intervention en participant à ces initiatives.**

## Charters de Sarkozy

**Pendant que, côté jardin, Chirac se pose en champion de la paix et des bonnes relations avec les pays pauvres, côté cour, le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy vient de procéder, lundi matin 3 mars, à l'expulsion manu militari de 24 Sénégalais et 30 Ivoiriens, tous sans papiers. Les autorités, qui ont préparé cette « reconduite groupée » dans le secret, invoquent cyniquement la nécessité de « désengorger » la zone de rétention de Roissy. Mardi 4 mars, plusieurs centaines de manifestants ont crié leur protestation face à cette politique révoltante, parmi lesquels se trouvait notre camarade Arlette Laguiller.**

Mais expulser des milliers de sans-papiers, « désengorger », comme le projette cyniquement le ministre de l'Intérieur, les zones de transit des aéroports et les centres de rétention ne peut se faire sans recourir à des méthodes violentes, inhumaines qui montrent que la France est aussi un pays où les droits les plus élémentaires sont bafoués. Pour embarquer à bord des avions les expulsés, les policiers utilisent des baillons adhésifs, des cocktails somnifères, des bandes Velcro, on comprime le thorax et, s'ils protestent encore, les récalcitrants ont la tête enfouie dans un coussin étouffeur de cris. L'essentiel est que les passagers n'y voient rien. Et tant pis si, comme l'Éthiopien

Mariame Getu Hagos ou l'Argentin Ricardo Barrientos, que l'escorte avait maintenus pliés, la tête dans les genoux pendant de longues minutes, pour les empêcher de crier, les récalcitrants meurent lors de leur embarquement forcé.

Le manuel fourni aux policiers chargés de ces basses œuvres et cité par *Libération*, témoigne à sa manière de ces pratiques. Il précise : « Il faut toujours embarquer l'étranger avant les passagers, en général un quart d'heure avant. L'installation sur le siège arrière doit être réalisée rapidement, car observée par l'équipage. En cas de difficultés, celui-ci risque de demander au commandant de bord de faire débarquer l'escorte et l'éloigné (comme on appelle pudiquement celui qu'on expulse). Si les entraves doivent être maintenues pendant le vol en raison de l'attitude agressive de l'éloigné, l'escorte utilisera la couverture remise aux pas-

sagers de façon à dissimuler les membres entravés du reconduit et prévenir ainsi toute interrogation ou éventuelle prise à partie. » Ces consignes montrent bien que le personnel navigant et les passagers ne laissent pas toujours faire.

Cette façon de faire s'appelle pour la police « la procédure habituelle ». C'est celle qui doit s'appliquer à ceux qu'on embarquera de force et qui s'entassent à Roissy, dans la « zone d'attente », immigrés dont la situation n'a pas encore été examinée et « interdits du territoire » qui ont réussi à éviter l'embarquement forcé. Ils sont enfermés à plus de 400 dans des locaux prévus pour 300 et ne permettant pas ne serait-ce qu'une hygiène minimum.

Nicolas Sarkozy, les yeux fixés sur l'horizon des 10 000 éloignements forcés qu'il a donné comme objectif à sa police, n'entend pas s'arrêter à



de tels problèmes humains. Il voudrait faire son sale boulot sans que les équipages des lignes normales y voient rien, sans que les employés des aéroports y voient rien, sans que les passagers s'indignent. Alors quoi de plus efficace finalement que ces avions affrétés spécialement pour la circonstance, embarquant des dizaines d'immigrés dans un endroit discret ? Cela contredit l'article 4 du protocole additionnel n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme selon lequel « les expulsions collectives d'étrangers sont interdites ». Mais qu'importent ces règlements au gouvernement Chirac-Sarkozy. Dans ces fourgons cellulaires volants, les escortes policières veulent pouvoir faire ce qu'elles veulent, sans témoin. D'autres ministres de l'Intérieur ont déjà expérimenté la méthode. À droite, Charles Pasqua s'y était tristement illustré en renvoyant d'un seul coup, spectaculairement, 101 Maliens. La gauche aussi avait

eu ses charters quand Edith Cresson était Premier ministre. Mais les promoteurs de cette sinistre méthode avaient dû constater qu'elle n'empêchait pas les expulsés de faire entendre leur protestation. Et Jean-Louis Debré, alors ministre de l'Intérieur, n'a peut-être pas oublié comment, en février 1997, 77 expulsés maliens s'étaient mutinés à bord, malgré une forte escorte policière. L'avion avait été incendié et partiellement détruit à son arrivée à Bamako.

Si le gouvernement Chirac-Sarkozy veut démontrer qu'il est capable de faire du Le Pen sans Le Pen, il n'a qu'à continuer dans cette voie. Mais les expulsions par charters ou par « vols groupés » comme dit l'actuel gouvernement, cela se voit quand même. Et si non seulement les expulsés, mais les passagers et l'équipage protestent, et aussi tous ceux que ces méthodes indignent, il faudra bien que le gouvernement recule.

Daniel MESCLA



## GRENOBLE

**Mardi 25 février, deux cents personnes se sont rassemblées devant la préfecture de l'Isère, au centre-ville de Grenoble, pour protester contre la multiplication des arrêtés de reconduite à la frontière prononcés par le préfet, et pour la régularisation de tous les sans-papiers.**

La Coordination iséroise de soutien aux sans-papiers, qui organisait le rassemblement, a dénoncé dans sa prise de parole la situation de plus en plus difficile faite aux demandeurs d'asile et le cas dramatique d'une famille algérienne menacée d'expulsion hors du

## UNE MENACE D'EXPULSION MISE EN ÉCHEC

territoire. En effet, une demi-heure avant le début du rassemblement, le préfet venait de confirmer son arrêté d'expulsion !

Le lendemain matin, le tribunal administratif devait statuer sur ce cas. Près de quatre-vingts personnes se pressaient dans la petite salle d'audience de ce tribunal, dont beaucoup de familles avec des enfants, venues montrer leur soutien à la famille Dadi.

Il y avait beaucoup d'émotion dans l'assemblée quand l'histoire de cette famille a été racontée par leur avocat. Mme Dadi, fille de harki, a fui la première l'Algérie après une

attaque terroriste dans son village qui lui a fait perdre son premier enfant. M. Dadi, ouvrier qualifié dans le port pétrolier d'Arzew, après avoir voulu retourner au pays car il ne supportait pas sa situation de précarité en France, est revenu en 2000 pour tenter de mettre fin à la situation de séparation familiale. Il a fait aussitôt une demande d'asile territorial qui lui a été refusée plusieurs fois.

Un frémissement d'indignation a parcouru l'assistance quand le représentant du préfet a affirmé, avec beaucoup d'aplomb, que cette femme ne craignait rien pour sa sécurité

en Algérie, qu'elle était restée illégalement en France avec un visa touristique, qu'elle n'avait pas fait les démarches dans les temps... Être seule à Paris avec deux enfants en bas âge ne semblait donc pas une excuse valable !

Le juge a rendu son verdict en début d'après-midi, alors que cinquante personnes assistaient encore à l'audience, donnant un sursis, afin que M. Dadi puisse prouver sa nationalité, car sa mère aurait conservé sa nationalité française et serait en possession d'une carte d'identité française depuis décembre 2002. Cependant il a été impossible jusqu'à

maintenant pour l'avocat, malgré des demandes répétées faites auprès des préfetures, d'avoir un document officiel pour le fils.

Ce sursis a été pris avec un énorme soulagement par tous les présents, avec l'espoir de voir se clore heureusement cette triste affaire.

La porte-parole de la coordination n'a pas pu ne pas évoquer de multiples autres cas, où malheureusement la mobilisation et la médiatisation n'ont pas été aussi fortes et qui se sont soldés par des échecs. Elle a appelé à maintenir l'effort en signalant que certaines semaines, et ce n'est pas exceptionnel en ce moment, le tribunal administratif de Grenoble dont dépendent quatre départements, doit statuer sur 18, voire 20 cas d'arrêtés d'expulsion.

# RAFFARIN NE VEUT PAS DE LA RIGUEUR.. POUR LES PATRONS

**Malgré le ralentissement de la croissance signalé par les analystes économiques, il n'y aura pas de programme d'austérité, a seriné Raffarin à chaque ville-étape de son tour des provinces. Donc, ne parlons ni de rigueur ni d'austérité. Les mots sont bannis par le Premier ministre qui veut éviter de mentionner tout ce qui « pourrait accélérer l'inquiétude des Français » lance-t-il. C'est tout juste si l'austérité ne serait pas un simple problème de vocabulaire !**

Pourtant, l'austérité, la population la vit depuis longtemps, hier avec le gouvernement Jospin, aujourd'hui avec celui de Raffarin. Car que dire par exemple de la politique poursuivie dans les services publics ? L'austérité, si Raffarin

ne veut pas en parler, il la pratique de façon insolente. Ah, il n'est pas question de rigueur, de restrictions, pour ce qui concerne le budget du ministère de l'Intérieur ou celui de la Défense et il n'est pas question – pour réduire le déficit du budget de l'État, par exemple – d'amputer les dépenses et commandes d'engins de morts, pourtant parfaitement inutiles pour la population. Non, même si Raffarin ne veut pas en parler, c'est de sacrifices pour la population laborieuse et de nouvelles coupes dans la fonction publique qu'il s'agit. Ce sont les projets sur les retraites, ceux qui concernent le système de santé (« après les retraites, nous nous attaquerons à la santé », dit-il) ; ce sont les tailles importantes annoncées dans les effectifs d'organismes sous tutelle publique comme France Télécom ou la Banque de France. Cela fait des années

maintenant que tous les gouvernements rognent sur les budgets des services publics, ceux qui sont indispensables à la population, et en particulier à sa partie la moins fortunée. Avec ce que ne dit pas Raffarin, il y aura encore moins d'argent pour l'Education nationale et pour les hôpitaux publics, rien pour le logement social (si ce n'est de nouveaux avantages fiscaux pour les propriétaires sous prétexte de les inciter à louer leurs logements... à des prix inaccessibles aux familles pauvres) et les suppressions de postes à La Poste et à la SNCF continueront. Des baisses d'impôts, il n'est plus la peine d'en parler pour ceux des tranches inférieures d'imposition, mais en revanche le bruit court d'une hausse de la CSG.

En réalité, il n'y a que pour les plus riches et pour les patrons que les mots « rigueur » et « austérité » ne

veulent rien dire. Car il n'est pas question, pour ce roi de la communication qu'est Raffarin, de faire payer plus d'impôts aux grandes fortunes par exemple, ni bien sûr d'arrêter les subventions, aides et autres allègements fiscaux aux industriels, qui représentent pourtant quelque 100 milliards d'euros par an. Au lieu de creuser le déficit budgétaire en les versant sous prétexte de favoriser l'emploi (et on connaît avec quelle efficacité !), la rigueur voudrait justement que ce robinet de l'État soit fermé et que ces milliards soient investis dans les services publics qui manquent terriblement de crédits, de matériels, de personnels. Mais non, la seule mesure gouvernementale annoncée, sous prétexte encore une fois d'aider les entreprises dynamiques à embaucher, concerne les PME !

Et puis, qu'est-ce que l'austérité sinon la dégradation des

conditions de vie entraînées par le chômage qui frappe aujourd'hui, près de trois millions de travailleurs ? Les plans sociaux qui se poursuivent, la précarisation du peu d'emplois créés, les décentralisations, les restructurations, les fermetures brutales d'entreprises, comment faut-il appeler cela ? La rigueur pour ceux qui sont responsables des licenciements collectifs et des plans sociaux permettrait de soulager la misère des services publics et le manque d'équipements utiles à la population. Cela permettrait également d'embaucher massivement et de faire reculer rapidement le chômage. Evidemment, ce n'est pas de Raffarin qu'il faut attendre la moindre mesure en ce sens. Pour lui, la rigueur imposée à la population laborieuse conditionne la croissance des profits. Et c'est cette croissance-là qui l'intéresse.

Lucienne PLAIN

## SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES DES SANS-PAPIERS !

**Lors de l'élection de Chirac, bien des sans-papiers voulaient croire aux promesses du nouveau gouvernement, disant qu'il choisirait une façon humaine de régler le problème. Par milliers, des sans-papiers ont déposé de nouveaux dossiers. Une nouvelle fois leur espoir trahi et l'absence de toute perspective pèsent sur leur moral. Pourtant, ils ne baissent pas les bras.**

Des divisions sont apparues, en particulier dans la Coordination du 93 (Seine-Saint-Denis) qui s'est scindée. Un collectif Solidarité avec les sans-papiers est né, qui siège encore au centre de Saint-Denis. Son existence est cependant menacée. Leur local, au 42 rue de la Boulangerie à Saint-Denis, n'a plus ni téléphone ni électricité. C'est dans ce local que sept sans-papiers ont commencé une grève de la faim. Ils ont tous plus de dix ans de présence en France et entrent donc dans le cadre de la loi pour être régularisés.

Mais comme des centaines d'autres, leurs dossiers sont en attente, bloqués dans des préfectures qui délivrent des titres de séjour au compte-gouttes, comptant sur la démoralisation des demandeurs.

Nous soutenons sans exclusive le combat que ces sans-papiers mènent depuis des années pour avoir le droit de vivre normalement. Et nous dénonçons l'hypocrisie de ce gouvernement, plus prompt à renvoyer ces travailleurs pauvres dans leurs pays plutôt qu'à faire respecter les lois dont il est l'initiateur.

L'exigence des sans-papiers d'obtenir la régularisation des dossiers déposés de longue date, la revendication de la régularisation immédiate de tous les sans-papiers sont une seule et même lutte, que nous soutenons sous toutes ses formes.

**Manifestation pour la régularisation des sans-papiers Samedi 22 mars à 14 heures à Paris, Place de Clichy**

## L'après Sangatte LES RÉFUGIÉS À LA RUE ET POURCHASSÉS

**Trois mois après la fermeture du Centre de Sangatte, chaque soir, sur un quai de hangar à côté du port d'où partent les ferries, 150 à 200 réfugiés viennent faire la queue pour manger. A d'autres endroits de Calais, ils peuvent récupérer des vêtements ou encore prendre une douche dans des préfabriqués provisoires installés par le Secours Catholique dans la cour d'une église.**

Les réfugiés, pour la plupart d'origine kurde irakienne et souvent très jeunes, ne peuvent compter que sur l'aide active d'une centaine de bénévoles du collectif de soutien aux réfugiés. De nombreux bénévoles accueillent aussi, pour une ou plusieurs nuits, des réfugiés chez eux, mais la majorité d'entre eux couchent dehors par tous les temps. Malgré les contrôles et les rafles policières, parfois très musclées, des réfugiés parviennent toujours à rejoindre l'Angleterre.

Le jeudi 27 février, le col-

lectif de soutien aux réfugiés a demandé au maire de Calais, aux députés, aux conseillers, de les soutenir pour créer un point d'accueil afin de recevoir provisoirement les réfugiés dans des conditions humaines et dignes. Tous les élus politiques socialistes et communistes sont favorables à cette proposition. Cependant ils veulent que ce soit le gouvernement qui en prenne l'initiative. Mais la politique du gouvernement, mise en œuvre par les flics de Sarkozy, est plutôt de pourchasser les réfugiés afin de les dissuader de rester dans le Calais. Les violences policières sont

connues, mais le maire PCF Jacky Hénin ne les dénonce même pas publiquement.

Un jeune Irakien est mort écrasé par un camion en tentant de passer clandestinement en Angleterre et tous les jours des dizaines de réfugiés risquent leur vie pour y rejoindre leur famille ou des amis dans l'espoir de trouver du travail. Ils disent tous qu'ils fuient la misère, la violence et la guerre. Et le déclenchement de la guerre contre l'Irak risque d'entraîner l'exil de milliers de réfugiés supplémentaires qui vont se retrouver coincés autour des ports de la Manche.

En vente en librairie

**La véritable histoire  
de Lutte Ouvrière**

par Robert Barcia, alias Hardy  
Entretiens avec Christophe Bourseiller

Éditions DENOËL - Impacts

Prix : 17 euros

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Chirac en Algérie COUP DE CŒUR POUR HASSI MESSAOUD ?

« Chirac en Algérie : la visite du cœur » titrait le Journal du Dimanche. C'est que pour Chirac aussi, l'Algérie, c'est le retour aux sources. C'est sa jeunesse, et quelle jeunesse ! En 1956, sorti frais émoulu de l'école d'officiers, il s'est porté volontaire pour aller défendre une cause sur le terrain : celle de l'Algérie française. Expérience inoubliable, si on en croit l'intéressé : « pour moi, l'Algérie a été la période la plus passionnante de mon existence (...) ce fut un moment de très grande liberté (...) c'est le seul moment où j'ai eu le sentiment de commander » (interview à Paris-Match, 1978). Déterminants pour le futur chef de l'État français, ces 14 mois passés en Oranie : « Cette guerre d'Algérie... m'a d'abord formé moralement, car un chef de peloton ou un commandant d'escadron sur son pignon est un peu, comme on le dit d'un pacha sur un navire, le seul maître à bord après Dieu ».

Quelques 45 ans plus tard, Chirac, auréolé d'une réputation bien usurpée d'opposant à la guerre, voire de « pacifiste », peut se payer le luxe d'un bain de foule en Algérie : des centaines de milliers d'Algériens, et un slogan : « Chirac ! Visa ! ». Dans un pays où la pauvreté n'a jamais été aussi grande, beaucoup se raccrochent à cet ultime espoir : atteindre librement le territoire de l'ancienne métropole de plus en plus fermée aux immigrants. Quelle revanche pour l'ex-sous-lieutenant d'une armée coloniale défaite ! Paternaliste, il a adressé un « éloge de la démocratie » au peuple algérien. Peu lui importe que les forces de l'ordre algériennes aient violemment arraché les pancartes des associations de défense des disparus (7 000 personnes enlevées par le pouvoir) au cours d'une guerre civile qui a fait plus de 200 000 morts. Ou encore que les manifestants venus de Kabylie en lutte aient été empêchés d'entrer dans Alger, toujours par la force. Cela, le pseudo-démocrate Chirac n'a rien à y redire, solidarité avec la dictature militaire algérienne oblige.

Car c'est avec Bouteflika, ce représentant politique des généraux assassins, que Chirac a signé une « déclaration politique de l'amitié », qui doit permettre de « surmonter le passé et de sceller les retrouvailles ». Pour l'occasion, Chirac a même déterré le sceau que le dey d'Alger avait remis aux Français lors de sa reddition en 1830, afin de le restituer à Bouteflika ! Comme l'indique le cérémonial, le temps de la colonisation est révolu. Mais si Chirac a mis au rencart ses rêves de jeunesse d'une « Algérie française », c'est qu'il compte sur d'autres moyens, tout aussi efficaces, pour piller pays : Il a pris soin d'emmener dans ses bagages les « investisseurs », une quinzaine de chefs d'entreprise, depuis les gros groupes capitalistes comme Alstom, Total, Gaz de France, Airbus, jusqu'aux représentants des PME françaises, en passant par le pré-

sident de la commission Algérie du Medef.

Entre 1999 et 2001 les exportations françaises vers l'Algérie ont déjà augmenté de 40 %. Avec 24 % des parts de marché, la France est le 1<sup>er</sup> fournisseur de l'Algérie, un marché juteux pour des PME françaises. Mais la « déclaration d'Alger » signée ces jours-ci est bien plus ambitieuse. Elle définit un nouveau « partenariat économique » entre les deux pays. L'objectif affiché, c'est de transformer une « économie étatisée obsolète » en une « économie de marché ».

Bouteflika est notamment contesté dans son pays pour s'être fait le défenseur de la privatisation annoncée du secteur pétrolier et gazier. Raison de plus pour Chirac pour lui apporter son soutien, à un an des prochaines élections présidentielles en Algérie. Car si la visite de Chirac a un « sens historique », c'est bien celui de donner toutes les chances à la compagnie pétrolière française TotalFinaElf de rafler la mise. L'enjeu est énorme. « Le sous-sol algérien est largement sous-exploité », estime Bernard Sudreau, directeur de TotalFinaElf-Algérie. Une course de vitesse est engagée entre les impérialismes concurrents, surtout français et américain. Au début des années 1990, les Américains ont mis à profit les premières mesures de libéralisation relatives à l'exploitation et au développement de nouveaux gisements, pour s'implanter dans les hydrocarbures algériens. La visite aux États-Unis que vient de faire le ministre algérien de l'énergie ne fait que le souligner. La France est alors bien décidée à défendre et même faire avancer ses positions. TotalFinaElf vient de s'implanter dans des sites d'exploitation de gaz naturel, et vient d'arracher un permis d'exploration près de Timimoun, dans l'Ouest du pays. Le coup de cœur de Chirac en Algérie a pour noms Hassi Messaoud ou Hassi R'Mel et autres champs pétroliers !

Dans une situation où la concurrence s'exacerbe entre impérialismes, la position de Chirac sur l'Irak lui est bien utile vis-à-vis des autres États arabes. Elle peut permettre aux entreprises françaises de regagner de ce côté, des affaires qu'elles vont probablement perdre en Irak, du fait de l'opposition aux États-Unis du gouvernement français sur l'opportunité du déclenchement de la guerre. Ces calculs d'affairistes qui investissent avec le sang des peuples n'ont rien à voir avec la véritable aspiration à la paix, ni des populations des pays arabes ni de ceux du monde entier, ni des travailleurs français dont Chirac se moque bien. Et si la France des affairistes y gagne des profits nouveaux en Algérie, ce n'est pas le peuple algérien qui s'en sortira mieux mais seulement quelques margoulin des deux côtés de la Méditerranée !

Simone CANETTI

**Convergences Révolutionnaires n° 25** (janvier-février 2003), bimestriel édité par la Fraction

Un dossier sur les faux problèmes et les vraies arnaques de la prétendue réforme des retraites.

Des articles : la nouvelle crise du logement ; la préparation du prochain congrès CGT ; les sionistes et l'antisémitisme ; la Côte-d'Ivoire sous le parapluie de l'impérialisme français ; l'opposition à la guerre aux USA.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP233 - 75865 Paris Cedex 18 ou  
Les Amis de convergences, BP 128 - 75921 Paris Cedex 19  
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## 8 mars

# Journée internationale des femmes Le 8 mars à Paris, à 14 h, place de la République AVEC LES FEMMES DES QUARTIERS POUR L'ÉGALITÉ

Samedi 8 mars, les femmes (et les hommes qui les soutiennent) de la « Marche des femmes des Quartiers contre le ghetto et pour l'égalité » arrivent à Paris et appellent à manifester avec elles dans le cadre de la Journée internationale des femmes. Lutte Ouvrière se joint à cet appel à venir nombreux manifester ce jour-là (rendez-vous à 14 heures, place de la République).

« Ni putes ni soumises ! » ont inscrit les femmes des quartiers comme slogan de leur marche, sur leurs tee-shirts, sur les tracts distribués partout où elles sont passées. Leur marche était partie le 1<sup>er</sup> février de Vitry-sur-Seine, là où la jeune Sohane avait été brûlée vive par un garçon auquel elle ne voulait pas céder. Elles ont fait étape dans de nombreuses villes du pays (Rennes, Bordeaux, Marseille, Grenoble, Strasbourg, Lille et des villes de banlieue de la région parisienne), suscitant réunions et débats pour dénoncer « la régression de la situation des femmes des quartiers » populaires des villes et leur refus de subir cette régression sans réagir.

Dans les cités de banlieue où s'accroissent la misère et l'exclusion, des femmes refusent de se taire et dénoncent les injustices qu'elles subissent, au nom d'une prétendue « tradition » ou d'une religion qu'on veut leur imposer. Elles se mobilisent pour, disent-elles, changer la vie dans les quartiers, dans les familles, pour en finir avec un sexisme omniprésent, une violence verbale et physique insupportable. Elles veulent briser, ainsi qu'elles l'écrivent, le « silence sur nos vies, sur celles qui ont fugué, qui font le ménage du matin au soir, qui se cachent pour aimer ou se retrouvent maman à peine sorties de l'enfance » et elles déclarent : « Pour nous, la lutte contre le racisme, l'exclusion et celle pour notre liberté et notre émancipation sont un seul et même combat. »

C'est dans ce combat que s'inscrit la manifestation du 8 mars. Et, ce jour-là, tous ceux qui se sentent solidaires de leur démarche courageuse doivent venir les soutenir.

Action des femmes des quartiers, le 28 février, dans les rues de Lille.



## — Une journée toujours d'actualité —

Le 8 mars est la Journée internationale des femmes depuis qu'en 1910, la militante socialiste allemande, Clara Zetkin, lança une campagne pour le droit de vote des femmes. Après la révolution russe de 1917, cette journée fut chaque année l'occasion de manifestations partout dans le monde pour revendiquer l'égalité des droits entre hommes et femmes. Tout comme le 1<sup>er</sup> mai était une journée de lutte pour les travailleurs du monde entier avant d'être dévoyé en « Fête du Travail » par Pétain, ce 8 mars était une journée de lutte et de manifestations des femmes pour leur droit à l'égalité dans tous les domaines, politique, social, professionnel... que revendiquaient les organisations ouvrières, combat inséparable de celui pour l'émancipation des travailleurs.

Aujourd'hui, la pleine égalité entre les hommes et les femmes reste à imposer. En France même, elle est loin d'être acquise dans le domaine social et il faut se rappeler

que les femmes n'obtinrent le droit de vote qu'en 1945, que le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) ne fut obtenu qu'en 1974.

En juin 2001, il a même fallu le vote de la loi dite « sur la parité » pour obliger tous les grands partis politiques à présenter un nombre égal d'hommes et de femmes, dans les élections à venir... soulignant le fait que, sans obligation légale et sanction financière à l'appui pour les contrevenants, les femmes continueraient à être largement écartées des listes des grands partis, de droite comme de gauche d'ailleurs.

« Le degré d'émancipation de la société se mesure au degré d'émancipation des femmes », disait déjà au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle un penseur socialiste, Charles Fourier. Mesuré à cet aune, notre monde n'est pas sorti de la barbarie. La Journée internationale des femmes garde ainsi toute son actualité.

## Réunion publique de Lutte Ouvrière Meaux (Seine-et-Marne)

Samedi 8 mars à 15 heures,  
Centre François-Truffaut - Chemin de la Gueule d'Angoulan

# Irak

# LA MARCHÉ À LA GUERRE

**Malgré l'hostilité de l'opinion publique des grandes puissances et les manifestations qui se multiplient dans le monde arabe, et malgré les déconvenues, toutes relatives il est vrai, de la diplomatie américaine en Turquie et ailleurs, l'étau se resserre de plus en plus autour de l'Irak. En tout cas, tout se passe comme si, pour les dirigeants américains et britanniques, le sort de l'Irak était désormais scellé.**

Plus Bagdad se conforme aux diktats de l'ONU et plus les dirigeants de Washington et de Londres réaffirment leur détermination guerrière. Ainsi l'Irak aura eu beau consentir à détruire les quelques missiles balistiques dont elle disposait, au prétexte dérisoire que leur portée excédait d'une trentaine de kilomètres le maximum décrété par l'ONU, ce geste ne lui aura valu que de nouvelles accusations de « duplicité ».

Aujourd'hui la rhétorique sur les « armes de destruction massive » de Saddam Hussein n'est de toute façon plus guère qu'une incantation rituelle. Le véritable moteur de l'escalade guerrière contre l'Irak apparaît désormais sous sa forme la plus crue, résumée dans cette formule que Bush ne cesse de marteler depuis des mois : « *Nous nous imposerons.* »

Du coup la valse des arguties diplomatiques fait figure de farce macabre, qu'il

s'agisse de la deuxième résolution que Bush va présenter au Conseil de sécurité dans l'espoir d'obtenir l'aval de l'ONU pour l'agression odieuse qu'il prépare, et pour laquelle les envoyés de Bush cherchent à acheter à coups de millions de dollars les voix des pays pauvres siégeant au Conseil ; ou qu'il s'agisse de la motion Chirac, qui ne fait que repousser l'échéance de quatre mois tout en justifiant sans réserve le déploiement militaire américain contre l'Irak.

Car, de Bush à Chirac en passant par Blair et Schröder, qu'ils se disent pour ou contre une agression immédiate, les leaders impérialistes souscrivent tous sans réserve à la formule de Bush : l'impérialisme, c'est-à-dire le pouvoir sans partage de ses trusts, doit s'imposer, même si c'est avec le sang des peuples.

En fait, si la farce onusienne sert à quelque chose aujourd'hui, c'est tout au plus à renforcer l'illusion dans l'opinion publique occidentale d'un « débat démocratique » dans ce repère de l'impérialisme qu'est l'ONU, et du même coup l'idée que ce n'est pas la guerre elle-même qu'il faudrait condamner mais seulement le fait qu'elle puisse être déclarée en dehors de son cadre. En tout cas, il est peu vraisemblable

que ce soit l'ONU qui retarde aujourd'hui l'agression américaine contre le peuple irakien.

D'ailleurs, pendant que se poursuit la valse diplomatique et que s'échangent les arguments pour ou contre une offensive contre l'Irak, la

gone, plus de 50 sorties auraient eu lieu visant chaque fois un ou plusieurs objectifs. Depuis des mois la notion d'objectif est devenue des plus élastiques – incluant non seulement des installations de défense antiaérienne, comme

au cours de la période précédente, mais aussi des installations de communications, des postes de commandement et des stations de ravitaillement. Autant dire que ces bombardements ont tous les attributs d'une préparation aérienne systématique en vue d'une invasion.

D'ailleurs, ce qui se discute aux États-Unis, dans la classe politique comme dans la presse, ce n'est pas tant l'opportunité d'une invasion que la façon de la conduire et la politique à mener par la suite – comment réaliser le « changement de régime ». D'ores et déjà Bush a nommé un envoyé spécial pour l'Irak et ce choix est en

lui-même tout un programme. Il s'agit de Zalmay Khalilzad, spécialiste militaire et ancien consultant du trust pétrolier Unocal, qui, déjà en tant qu'envoyé spécial de Bush, avait présidé à la mise en place du régime actuel en Afghanistan. Mais il n'est plus possible de se contenter d'acheter la neutralité de chefs de guerre, comme en Afghanistan. Et c'est une véritable occupation mili-

taire du pays qui est envisagée, sur plusieurs années, afin de sélectionner et d'installer les cadres d'un nouveau régime.

Des intellectuels américains de la fondation Carnegie ont récemment publié une étude sur les « changements de régime » ainsi réalisés par la force par l'impérialisme américain au cours du siècle écoulé. Ils en ont recensé 18 et sur ce nombre, cinq seulement ont donné naissance à des régimes qu'ils ont considéré pouvoir qualifier de démocratiques – l'Allemagne, le Japon, l'Italie, Grenade et Panama. Dans les 13 autres cas, ce sont des dictatures que les troupes américaines ont mises en place.

C'est à cette aune qu'il faut juger les « intentions démocratiques » qu'arbore Bush aujourd'hui à l'égard de l'Irak. Et il y a toute raison de craindre qu'en plus du bain de sang probable résultant d'une invasion, et peut-être d'affrontements sanglants par la suite si l'occupation américaine suscite des mouvements de résistance dans la population, le régime dont héritera la population irakienne au terme d'une guerre et de bombardements meurtriers, sera une fois de plus une dictature, taillée aux mesures des diktats de l'impérialisme peut-être, mais une dictature quand même, et pas forcément moins dure que celle de Saddam Hussein.

François ROULEAU



guerre, qui ne s'est jamais arrêtée, se poursuit sur le terrain. Le 3 mars, le Pentagone a annoncé la destruction de cinq « objectifs militaires » dans la zone d'exclusion aérienne qui recouvre la moitié sud du pays. Bagdad, de son côté, a fait état de six morts civils dans la région de Bassorah. En fait ces bombardements n'ont jamais cessé. Depuis le début de l'année, aux dires du Penta-

## Colin Powell, défenseur des massacreurs, du Vietnam à l'Irak

**Certains se sont étonnés que le discours de Colin Powell, le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, devant l'ONU le 5 février dernier, soit d'une aussi grossière mauvaise foi, toutes ses accusations envers l'Irak s'étant avérées des demi-vérités, des allégations tendancieuses et même de purs mensonges. C'est que Colin Powell est volontiers présenté par les médias comme le modéré, l'homme de bon sens du gouvernement, voire la colombe (!) opposée aux jusqu'au-boutistes.**

Mais il faut rappeler qu'il n'en est pas à son premier fait d'armes. Lorsqu'il était au Vietnam, en 1968-1969, attaché au quartier général qui menait la guerre sur place, on lui a confié la tâche de répondre à un jeune soldat, Tom Glen, qui réclamait une enquête sur les rumeurs concernant un massacre perpétré par les militaires américains dans le village de My-Lai au Sud-Vietnam.

Maintenant connu sous le nom du « massacre de My-

Lai », cet ignoble carnage fut perpétré en mai 1968. En quatre heures, une unité d'infanterie américaine rafla les vieillards, les femmes et les enfants et les parqua dans les canaux d'irrigation du village. Quelques soldats violèrent les filles. Les officiers subalternes présents – et probablement les officiers supérieurs dans les airs – donnèrent l'ordre de décharger les M-16 sur les paysans terrorisés. Des parents se mirent devant leurs enfants pour ten-

ter de les sauver mais les soldats enjambèrent leurs corps pour achever les blessés. Un total de 347 vietnamiens, y compris les bébés, furent tués.

Powell refusa de faire une enquête. Il taxa de mensonges les accusations de Glen, affirmant que « *les relations entre les soldats américains et les Vietnamiens sont excellentes* ». Bien sûr, c'est Powell qui mentait.

Malgré tous les efforts de Powell, le massacre de My-Lai finit par être connu, et devint l'un des symboles les plus honnis de la guerre barbare que les USA ont menée contre le peuple du Vietnam.

Dans son best-seller autobiographique, intitulé *Mon voyage américain*, Colin Powell s'est bien gardé de mentionner son rôle dans cette tentative pour étouffer le scandale de ce massacre. Il

explique la réussite de son ascension vers les sommets de l'armée et du gouvernement par le fait qu'il a toujours été « un bon soldat ». C'est le même rôle que

Powell joue aujourd'hui en s'efforçant de préparer l'opinion publique aux nouveaux massacres que les militaires américains s'apprentent à perpétrer en Irak.



Colin Powell montrant au Conseil de sécurité de l'ONU un flacon de faux anthrax. Quant au vrai, issu d'un laboratoire militaire américain, l'enquête n'en a plus parlé...

## Turquie

**Il n'aura manqué que trois voix, samedi 1<sup>er</sup> mars, pour que le Parlement turc adopte la résolution autorisant les troupes américaines à se déployer sur le territoire turc pour accéder à celui de l'Irak.**

Cette motion était présentée par le nouveau gouvernement, mis en place après les élections du 3 novembre dernier qui ont vu la victoire du parti AKP, le Parti de la Justice et du Développement, dit « islamiste modéré » et disposant de la majorité absolue au Parlement... mais voilà, une centaine de députés de l'AKP n'ont pas suivi les consignes de leurs dirigeants, entraînant un rejet de la motion qui met dans l'embarras le gouvernement turc... mais aussi celui des États-Unis.

Tout était pourtant bien prévu, et de longue date. Dans les plans de guerre de Bush et de l'état-major américain, la Turquie jouait un rôle stratégique central, en tant qu'allié privilégié des États-Unis, disposant d'une armée puissante et voisin direct de l'Irak. Un accord avait été conclu entre les États-Unis et le précédent gouvernement, celui d'Ecevit, pour l'utilisation du territoire turc. Les états-majors des deux pays continuaient, nonobstant le changement de gouvernement, à mettre leurs plans en pratique. Les dirigeants américains jouaient tranquillement leur double jeu vis-à-vis des Kurdes

iraquiens, leur faisant des promesses en sous-main pendant que l'état-major turc, de son côté, mobilisait ses troupes pour occuper le Kurdistan irakien, contrôler ses ressources pétrolières, et s'opposer à toute velléité des Kurdes de prendre leur indépendance.

Le nouveau gouvernement d'Abdullah Gül n'était cependant pas enchanté, à peine en place, de devoir s'engager, aux côtés des États-Unis, dans une guerre impopulaire auprès de plus de

90 % de la population turque. Aussi a-t-il préféré repousser le vote du Parlement sur la question, et aussi tenté de négocier le prix de son appui aux États-Unis. L'engagement militaire coûtera cher à la Turquie, un pays déjà en crise financière et dont la dette extérieure dépasse les 100 milliards de dollars, à quoi s'ajoutent la perte de nombreux marchés en Irak et dans les pays arabes. D'où la demande d'une aide des États-Unis, chiffrée à au moins trente milliards de dollars, mais pour laquelle ceux-ci se sont fait prier, ne promettant vraiment

semble-t-il qu'environ vingt milliards...

C'est dans ces conditions que le gouvernement AKP n'a donc même pas réussi à emporter la décision de ses propres députés, risquant de précipiter une crise au sein du parti et du gouvernement. Et en attendant, les troupes américaines qui attendaient sur des navires au large de la Turquie le feu vert du Parlement pour débarquer et se ruer vers l'Irak, vont devoir patienter encore. Des camions de matériel et des troupes, débarqués dans les ports turcs et qui attendaient le même feu vert pour sortir de l'enceinte des ports et prendre la route de l'Irak, y restent bloqués.

Bien sûr, ce grain de sable, aussi inattendu qu'il soit, n'empêchera pas les plans américains de s'accomplir : les troupes américaines pourraient gagner directement le Kurdistan irakien par la voie des airs. D'autre part le gouvernement turc pourrait tenter, d'ici quelque temps, de soumettre de nouveau la question au vote, aidé peut-être par des promesses de crédits supplémentaires des États-Unis. Mais l'incident turc n'est peut-être que le premier exemple de la façon dont la politique américaine peut accélérer la déstabilisation des régimes de la région.

À peine quatre mois après son élection, c'est peut-être en effet la fin, pour le nouveau gouvernement d'Ankara, du relatif « état de grâce » dont il a bénéficié jusqu'à présent. Ou bien il réussit à emporter la décision du Parlement et apparaît comme imposant la politique américaine contre l'avis du pays et même du Parlement ; ou bien il doit assumer la conséquence du choix fait par celui-ci. Or, la nouvelle de l'absence de l'aide américaine promise – suite au vote du Parlement – peut précipiter une nouvelle crise financière, et contribuer aussi à déclencher une crise politique dans le pays.

Le 4 mars, les Turcs ont appris d'ailleurs que le gouvernement avait pris aussitôt ses dispositions en lançant un plan d'austérité, à commencer par de nouveaux impôts et des coupes dans les salaires des fonctionnaires. Une façon d'annoncer à la population que, avec ou sans la participation à la guerre, c'est de toute façon elle qu'il fera payer.

Oui, pour le gouvernement Gül et pour le chef de l'AKP Recep Tayyip Erdogan, cela ressemble bien, de toute façon, à la fin de l'« état de grâce ».

André FRY

# UN GRAIN DE SABLE DANS UNE MÉCANIQUE BIEN HUILÉE



Navire américain dans le port d'Iskanderun. Il n'y a plus qu'à remballer la marchandise !

## États-Unis

**La guerre contre l'Irak rencontre une opposition ouverte. Les manifestations du 15 février ont été impressionnantes en nombre et en détermination. Et un certain nombre d'organisations syndicales, au niveau local, votent des résolutions contre la guerre. Plusieurs dizaines de ces organisations se sont réunies à Chicago le 11 janvier et ont décidé de créer « Les syndicats américains contre la guerre » (US Labor against the war) autour de la plate-forme publiée ci-dessous.**

Les directions syndicales nationales, quand elles ne gardent pas le silence, adoptent des résolutions qui, en cas de guerre, peuvent très facilement se transformer en soutien à la guerre.

Selon le bi-mensuel trotskyste *The Spark* : « Le nombre d'organisations syndicales s'exprimant contre la guerre reste encore limité. Et leurs résolutions expriment des illusions sur le rôle que pourrait jouer l'ONU et sur la place des États-Unis dans le monde. Cependant, cela est très différent du soutien complet apporté par les hauts dirigeants du mouvement syndical à la guerre du Vietnam, et aussi du soutien quasiment unanime des mêmes à la guerre de l'an dernier

en Afghanistan. La question est maintenant de savoir si ces syndicats vont mobiliser les travailleurs pour agir contre la guerre.

En tout cas, il est de l'intérêt de tous les travailleurs de s'opposer à la guerre. »

### « LES SYNDICATS AMÉRICAINS CONTRE LA GUERRE » (US Labor against the war)

« Considérant que plus de 100 militants syndicaux de 76 syndicats locaux, régionaux ou nationaux, unions locales et autres organisations syndicales représentant plus de 2 millions de

membres se sont réunis à Chicago, cela pour la première fois, pour discuter de nos préoccupations à propos de la menace d'une guerre menée par l'administration Bush,

– que les adhérents et les dirigeants syndicaux ont la responsabilité d'informer tous les travailleurs des problèmes qui affectent leurs vies, leurs emplois et leurs familles, et de se faire entendre dans le débat national sur ces problèmes,

– que les principales victimes de toute intervention militaire en Irak seront les enfants des familles de travailleurs servant dans les forces armées, qui seront mis en danger, et les innocentes victimes civiles irakiennes, qui ont déjà tant souffert,

– que nous n'avons pas de motif de dispute avec les travailleurs ordinaires, hommes, femmes ou enfants, d'Irak ou de tout autre pays,

– que les milliards de dollars dépensés pour préparer et exécuter cette guerre seront prélevés sur les crédits pour nos écoles, nos hôpitaux, nos logements et la Sécurité sociale,

– que la guerre est un prétexte pour des attaques contre les droits ouvriers, les libertés civiles, les droits des immigrants et les droits de l'homme dans notre pays,

– que la marche de Bush vers la guerre sert de prétexte et de dérivatif aux problèmes économiques, de corruption du grand capital et aux licenciements,

– que l'on peut prévoir qu'une telle opération militaire risque fort d'engendrer davantage d'actes terroristes en représailles,

– qu'il n'a pas été établi de lien convaincant entre l'Irak et El Qaïda ou les attaques du 11 septembre, et que ni l'administration Bush, ni les inspections de l'ONU n'ont démontré que

l'Irak représente une menace réelle pour les Américains,

– qu'une action militaire des États-Unis contre l'Irak met en danger la résolution par des voies pacifiques des différends entre nations et que cela compromettrait la sûreté et la sécurité du monde entier, y compris des États-Unis,

– que le mouvement syndical a toujours eu un rôle à jouer pour la défense de la justice,

– aussi, par le présent document, nous créons « US Labor against the war-USLAW » (Les syndicats américains contre la guerre) et affirmons que US Labor against the war s'oppose fermement à la marche à la guerre menée par Bush, fera largement connaître ce document et aidera aux activités antiguerre des syndicats, des travailleurs et des diverses communautés.

Adopté le 11 janvier 2003 à Chicago, Illinois. »

# DES SYNDICATS SE PRONONCENT CONTRE LA GUERRE

Grande-Bretagne

# LA « RÉBELLION » PARLEMENTAIRE

**Après la mobilisation sans précédent du 15 février dans les rues de Londres contre la menace de guerre en Irak, c'est à une « rébellion » parlementaire que Blair a dû faire face, le 26 février, lors d'un débat à la Chambre des communes sur sa politique irakienne. À cette occasion, une motion affirmant que la « nécessité d'une guerre reste à démontrer », bien que repoussée, a recueilli 199 voix, dont près d'un quart des élus du parti de Blair (122 voix).**

Cette « rébellion » des députés travaillistes reste, il est vrai, des plus respectueuses. Son chef de file, l'ancien ministre des Affaires culturelles Chris Smith, répète qu'il ne verrait aucune objection à une guerre organisée sous l'égide de l'ONU. Et d'ailleurs sur les 122 « rebelles », 63 ont voté pour la motion présentée par Blair, qui soutenait « la résolution 1441 du Conseil de sécurité et les efforts de l'ONU visant à priver l'Irak de ses armes de destruction mas-

sive ». Autant dire que la distance qui sépare Blair d'une bonne partie de ces « rebelles » n'est pas bien grande.

Pour Blair, une telle opposition dans les rangs de son propre parti fait bien sûr mauvais effet à un moment où l'opinion reste en majorité hostile à la guerre. Mais elle ne le gêne pas tant que ça. D'abord parce que, grâce aux députés conservateurs, Blair garde une très forte majorité au Parlement, auquel il n'a d'ailleurs nul devoir de rendre des comptes sur les engagements militaires qu'il prend puisque, dans ce domaine, il dispose de la délégation de pouvoir de la reine, chef suprême des armées. Ensuite parce que cette « rébellion » peut contribuer à déplacer le centre de gravité de l'opposition à la guerre de la rue vers les institutions parlementaires – et cela d'autant plus que la plupart des députés « rebelles » se méfient autant de la rue que Blair lui-même.

En tout cas, Blair n'a montré aucun signe de faiblesse face à ces revers. Au contraire, c'est avec une arrogance calculée qu'il a affronté les caméras de

télévision à l'occasion d'une série d'émissions spéciales, au cours desquelles il a tenu à affirmer qu'il ne craignait pas de mettre en jeu sa carrière politique en allant contre la majorité de l'opinion publique parce que, a-t-il dit sentencieusement, « il faut faire ce qui est juste ».

Néanmoins, Blair a jugé nécessaire de changer de tactique dans sa rhétorique. Puisque l'épouvantail des « armes de destruction massive » ne prend pas, il cherche à jouer sur les illusions de l'opinion. C'est ainsi qu'il s'est mis à marteler l'idée suivant laquelle renoncer à la guerre serait laisser bafouer l'autorité de l'ONU et signer son arrêt de mort, tout comme la politique d'apaisement de la Société des Nations face à Hitler lors des accords de Munich, avait causé sa perte et ouvert la voie à la Deuxième Guerre mondiale. Qu'importe si ce parallèle aussi démagogique que stupide revient à mettre un trait d'égalité entre, d'un côté un pays pauvre, épuisé par deux guerres et treize années de sanctions, et de l'autre la deuxième puissance impérialiste de son

époque ! Seul compte le contenu émotionnel du message.

Néanmoins, malgré tous les efforts de Blair, l'opposition à la guerre reste solide dans la population britannique. On assiste dans tout le pays et jusque dans les localités les plus obscures à un foisonnement d'initiatives – boycotts, vigiles, manifestations, réunion-débats, invasions de bases militaires, etc. – destinées à marquer cette opposition. Ces initiatives, aussi chaotiques que symboliques, portent bien sûr l'empreinte des limites du mouvement d'opinion qui les inspire, des influences religieuses diverses aux illusions à l'égard de l'ONU en passant par l'antiaméricanisme primaire et la non-violence. Néanmoins elles témoignent aussi de l'ampleur et du dynamisme de cette opposition. Et ce qui est certain c'est que, quoi qu'il puisse dire, Blair ne pourra pas prétendre qu'il a lancé ses missiles sur le peuple irakien avec l'assentiment de la population britannique.

F. R.

## Israël

**Le nouveau gouvernement israélien mis sur pieds ne laisse entrevoir rien de bon pour les Palestiniens. Composé par des représentants du Likoud, le parti de Sharon, par ceux du Shinouï, un parti laïque mais totalement sourd et aveugle aux souffrances des Palestiniens, ce gouvernement comporte aussi des ministres du Parti National Religieux (PNR), porte-voix des colons juifs implantés dans les territoires occupés et de l'Union Nationale dont plusieurs dirigeants prônent ouvertement le transfert des Palestiniens hors de la Cisjordanie et de Gaza.**

Tout est donc en place pour que la politique qui prévalait jusqu'alors se maintienne, voire s'aggrave, au cas où les circonstances internationales, c'est-à-dire l'intervention des armées américaines en Irak, donnent la possibilité à Sharon d'accentuer encore sa politique répressive à l'égard de la population palestinienne. Il est d'ailleurs révélateur que Sharon ait

refusé de s'engager sur le moindre calendrier pour l'établissement d'un État palestinien, alors que l'administration américaine prétend vouloir le mettre en place ; comme il est tout aussi révélateur qu'il ait refusé d'envisager le moindre démantèlement des colonies juives, même les plus isolées.

Et puis, n'est-il pas symptomatique que le ministère du Logement et de la Construction ait été attribué au président du PNR, justement ? Un individu qui ne jure que par l'accroissement des implantations juives dans les territoires occupés et qui est de surcroît adepte du transfert des Palestiniens.

Depuis la formation du gouvernement, les incursions armées dans les villes palestiniennes continuent à faire de nombreuses victimes. Dimanche 2 mars, un enfant de neuf ans a été tué par des tirs israéliens dans le sud de la bande de Gaza. L'enfant marchait dans les ruines laissées par l'armée israélienne à la suite de son opération à Khan Younés, commencée dans la

nuit de samedi à dimanche et qui avait déjà fait deux morts et quarante blessés palestiniens.

Le 3 février, l'armée a tué au moins huit Palestiniens. Une colonne forte de trente-cinq chars et autres véhicules blindés, accompagnée d'hélicoptères de combat, a rasé plusieurs maisons d'un camp de réfugiés. Des témoins palestiniens ont rapporté que l'armée israélienne s'est en outre opposée pendant des heures à l'évacuation des blessés vers les hôpitaux. Ces crimes, et d'autres certainement qui n'ont pas été rapportés, ont été commis en moins de 24 heures.

Il paraît que l'intervention militaire américaine en Irak aurait pour but de favoriser l'émergence d'États plus démocratiques dans la région. L'onde de choc partie de Bagdad après l'éviction de Saddam Hussein pourrait même atteindre les rives du Jourdain. C'est du moins ce que disent bon nombre d'experts pro-américains... et ce à quoi ne croit pas Sharon.

Qu'on en juge plutôt : ce dernier aurait paraît-il donné sa

parole à Bush de ne pas attenter aux jours d'Arafat. Or, depuis que le président américain a publiquement annoncé qu'il fallait s'attendre à la disparition du dirigeant palestinien (de sa vie politique uniquement ?), la presse israélienne est pleine de rumeurs prêtant à Arafat des déclarations selon lesquelles il aurait demandé à ses gardes du corps de ne pas permettre qu'il soit capturé vivant par les Israéliens envahissant son QG de la Mouquata'a. De là à penser que Sharon envisage sérieusement soit l'exil, soit la disparition pure et simple d'Arafat, il y a un pas déjà franchi par bien des commentateurs israéliens et qui pourrait être le prélude à une action d'envergure contre toute la population palestinienne.

Voilà une des hypothèses du remodelage ethnique de la région, ouvertement envisagé par des gouvernants israéliens, adeptes au demeurant de la démocratie selon Bush.

Georges LATTIER

Les brochures du Cercle Léon Trotsky  
**L'IRAK, ENJEU ET VICTIME DES GRANDES MANŒUVRES DE L'IMPÉRIALISME**

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 2002

**LES RETRAITES : FAIRE FACE À L'ATTAQUE QUI SE PREPARE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE**

Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 2003

Prix : 1,5 euro  
Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

**Au sommaire de Lutte de Classe n° 71 (mars 2003)**

**Irak**  
Contre la guerre impérialiste  
Contre l'union nationale derrière Chirac

**France**  
Les nouvelles lois électorales : dans la continuité d'une vieille tradition

**Haïti**  
Luttes de clans sur fond de misère croissante

**Corée du Nord**  
Otage de la politique de grande puissance de Washington

**États-Unis**  
United Airlines demande au tribunal de commerce de l'aider à imposer ses quatre volontés à son personnel

**Tribune de la minorité**  
Le front social



Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro.

## Chirac à Alger

Plusieurs centaines de milliers d'Algériens ont ovationné Chirac à Alger, pour la première visite officielle d'un président français depuis l'indépendance de l'Algérie, en 1962. Le président français et son homologue algérien, Bouteflika, ont signé une « déclaration d'Alger » censée ouvrir la voie à une « refondation » des relations entre les deux États ainsi qu'à un « travail de mémoire » sur l'histoire commune des deux pays.

Sans doute, les prédécesseurs de Chirac, Mitterrand et Giscard notamment, n'étaient pas les mieux placés pour cet exercice. Mitterrand avait été le garde des Sceaux dans le gouvernement socialiste de Guy Mollet qui intensifia la guerre en Algérie, après avoir trompé les électeurs de gauche à qui il avait promis d'y faire la paix. Quant à Giscard, ministre dans plusieurs gouvernements gaullistes, il était connu pour ses opinions « Algérie fran-

çaise ». Mais la presse a rappelé, ces derniers jours, que le jeune Chirac des années cinquante, même s'il n'exerçait pas à l'époque de responsabilités politiques, n'avait pas des opinions bien différentes. Sous-lieutenant en Algérie en 1956, il était connu de ses supérieurs comme un chaud partisan de l'Algérie française. Des opinions qu'il défendait encore, trois ans plus tard, quand il devait retourner en Algérie comme toute sa promotion d'énarques, pour donner un coup de main à l'administration française.

Pendant les cent trente années où l'Algérie a été une colonie de la France, tous les dirigeants politiques français acharnés de cette colonisation. Et l'indépendance, acquise les armes à la main par le peuple algérien, n'a pas mis fin à la domination économique

# LES RICHESSES DE L'ALGÉRIE

## VALENT BIEN UNE MESSE

exercée par la France impérialiste sur son ex-colonie. L'un des principaux volets des accords d'Évian, où se sont négociés les relations futures entre la France et l'Algérie à la fin de la guerre d'indépendance, concernaient d'ailleurs les relations économiques privilégiées que l'impérialisme français entendait conserver sur une de ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures.

Alors, si aujourd'hui Chirac arrive à Alger auréolé de sa position contre la guerre en Irak, s'il lance des formules lyriques sur un avenir commun qui attendrait les deux États, c'est d'abord qu'il entend montrer que la « relation privilégiée » se poursuit. Et il espère bien même qu'elle va se renforcer au profit des financiers et des industriels français au moment où l'État algérien se prépare à ouvrir un peu plus

son système bancaire aux capitaux étrangers et où il entend augmenter la part de la manne pétrolière et gazière destinée aux capitalistes étrangers.

Les possédants français, les couches dirigeantes algériennes trouveront peut-être leur compte dans ce qu'on appelle pompeusement une « refondation » ou un « avenir commun ». Malheureusement, une mainmise accrue des capitalistes français sur l'économie algérienne ne permettra pas de sortir de la misère la population algérienne qui subit un chômage évalué à 50 %. Bien au contraire. Car la misère dans laquelle elle se débat ne découle pas seulement de la corruption des couches dirigeantes. Elle est d'abord le fruit de la domination coloniale exercée par la France avant et après l'indépendance.

Et c'est aussi cette misère qui explique que Chirac a été

accueilli par bien des Algériens aux cris de : « *Nous voulons des visas !* » Ces visas sont nécessaires pour permettre aux Algériens de rendre visite à un parent, à des amis en France, voire pour se soigner, faire des études ou tenter d'y trouver un emploi. Chirac a fait de vagues promesses sur les visas que la France pourrait accorder plus généreusement à des ressortissants algériens. Mais son ministre de l'Intérieur Sarkozy a montré, au même moment, avec un premier charter rempli d'Africains expulsés, quelle valeur la population algérienne peut accorder aux paroles de Chirac.

L'Algérie et la France ne pourront avoir une histoire commune et égalitaire que lorsque les travailleurs français et algériens se seront, ensemble, débarrassés de la domination de l'impérialisme.

Jacques FONTENOY

## Dans les bagages de Chirac

# DES ARTISTES... ET DES CHEFS D'ENTREPRISE

Pour son voyage officiel en Algérie, Chirac s'est fait accompagner par une forte délégation d'artistes français originaires de ce pays, algériens ou pieds-noirs, pour indiquer qu'il s'agissait de tourner la page de la guerre. Plus discrètement, mais également très présents, la délégation comprenait des représentants des directions d'importantes sociétés françaises ayant des intérêts en Algérie et souhaitant encore les développer davantage.

La fonction des artistes était de montrer que la page est tournée et qu'il ne faut plus regarder en arrière, mais marcher la main dans la main, Algériens, pieds-noirs, harkis... Mais ce n'est pas si simple. Pour tourner vraiment la page, il faudrait faire le procès de la guerre coloniale, de la torture, des responsables politiques qui l'ont couverte. L'affaire Aussarresses a surtout montré que tout cela restait encore tabou, tout simplement parce que cela mettrait en cause beaucoup trop de monde

encore en place. Et puis il faudrait aussi revenir sur les « dommages collatéraux » de cette guerre, comme le lâchage des harkis par les autorités françaises. Tout cela a un coût politique, humain, que le gouvernement français n'est pas prêt à assumer, pas plus qu'il n'est partisan de la libre circulation des hommes entre l'Algérie et la France.

Et les simagrées hypocrites sur la « réconciliation » ne sont là que pour permettre à Total-FinaElf ou à Michelin d'y trouver leur compte. TotalFinaElf



Le pétrole et le gaz d'Algérie sont des objets de convoitise pour certains trusts français.

bénéficie déjà de marchés privilégiés lui permettant de s'approprier la majeure partie de la production algérienne de pétrole et de gaz naturel. Mais elle cherche à être en bonne position si le gouvernement algérien confirmait ses intentions de privatiser la Sonatrach (la société de l'État algérien qui exploite les hydrocarbures, le gaz et le pétrole).

Les réseaux bancaires français déjà présents sur place, la Société Générale, BNP Paribas, le Crédit Lyonnais, Crédit Agricole Indosuez, CIC, entendent bien accompagner les entreprises françaises qui opè-

rent sur le territoire algérien et tirer avantage de toutes les ouvertures de l'État algérien au capital étranger.

Et puis il y a tous les contrats actuels et à venir concernant la réhabilitation d'habitats précaires ou la mise en place de réseaux d'adduction d'eau. Ces travaux-là apporteront peut-être un peu de mieux-être à la population algérienne, mais les entreprises françaises qui s'y investiront le leur feront payer au prix fort.

Et même si les relations économiques entre la France et l'Algérie se renforcent, celle-ci se trouvera dans une relation de

dépendance comparable, par exemple, à celle du Mexique vis-à-vis des États-Unis, même si c'est à une échelle plus modeste. Les entreprises nord-américaines peuvent aller exploiter à vil prix les travailleurs mexicains sur place, mais en revanche les travailleurs mexicains qui souhaitent aller travailler aux États-Unis continuent à franchir clandestinement la frontière et sont en butte à la répression policière. Car dans le monde capitaliste la libre circulation est réservée aux marchandises et aux capitaux, mais pas aux hommes.

Alain VALLER

25 et 26 février

## LES TRAVAILLEURS PARALYSENT LE PAYS

**En Algérie, les 25 et 26 février, une grève générale appelée par le syndicat UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) a paralysé tout le pays. Les ports, les aéroports, les chemins de fer, les transports en commun, les pompes à essence, les banques, les écoles, les hôpitaux, la plupart des entreprises du secteur public étaient à l'arrêt. La grève a touché également certaines entreprises du secteur privé. Mais cela semble avoir été parfois à l'initiative de patrons qui critiquent certaines « réformes » du pouvoir, comme celle prévue pour le secteur des hydrocarbures, ou des privatisations destinées plutôt aux multinationales et aux capitaux étrangers.**

L'UGTA a voulu en même temps faire preuve de responsabilité en demandant aux grévistes de respecter le service minimum. À la société nationale des hydrocarbures, la Sonatrach, l'UGTA a demandé que la grève ne concerne pas la production et le transport du pétrole et du gaz. Les travailleurs de la Sonatrach semblent avoir respecté la consigne de l'UGTA, même si la plupart des pétroliers et des méthaniers n'ont pu charger du fait de la grève des dockers... Cela a d'ailleurs fait réagir Chakib Khelil, le ministre de l'Énergie et des Mines et par ailleurs patron de la Sonatrach, qui a déploré les « lourdes pertes » occasionnées à un moment où le prix du Brent s'élève et dépasse les 33 dollars le baril.

Il semble qu'ici ou là, les travailleurs aient voulu aller au-delà des consignes syndicales. Au complexe sidérurgique d'El Hadjar, près d'Annaba, privatisé et racheté par le groupe indien Ispat, les grévistes ont formé un cortège dans l'enceinte du complexe. Ils ont tenté de sortir dans la rue, mais ils ont été refoulés par la police. Au Complexe Véhicule Industriel, dans la zone industrielle de Rouïba, les grévistes ont bloqué la route et voulaient marcher sur Alger. Cela ne faisait pas partie des plans de l'UGTA et Sidi Saïd, le principal dirigeant de la centrale, a été dépêché sur place. Il a appelé au calme. « *La sérénité dans laquelle se poursuit la grève doit être respectée. Elle se déroule dans les entreprises et non pas dans la rue. Il faut qu'ils comprennent que cette grève est un avertissement final à l'adresse de nos décideurs... Aujourd'hui, nous paralysons le pays, et demain, s'ils ne retirent pas leurs projets, nous sortirons dans la rue.* »

On le voit, les travailleurs ont profité de la grève lancée par l'UGTA pour exprimer leur mécontentement et leur ras-le-bol. D'ailleurs, ces derniers mois et ces dernières semaines, des grèves appelées par l'UGTA avaient été suivies dans le secteur de l'éducation, de la santé, dans l'agro-alimentaire, plus récemment chez les douaniers, dans les ports... Il y a quel-

ques mois, le gouvernement avait lâché du lest en augmentant certaines catégories de salariés un peu plus privilégiés comme les médecins ou les enseignants du supérieur. Cela n'a peut-être qu'encouragé le mécontentement de millions de travailleurs auxquels leurs salaires bloqués permettent à peine de survivre... Cette dernière dizaine d'années, il y a eu des centaines de milliers de suppressions d'emplois et les privatisations prônées par le gouvernement sont associées aux yeux des travailleurs à de nouvelles compressions d'effectifs et à de nouvelles fermetures d'entreprises.

Pourtant, bien des travailleurs doivent savoir à quoi s'en tenir en ce qui concerne les dirigeants de l'UGTA. Certains d'entre eux ont été ou sont des députés des partis gouvernementaux RND et FLN. Ils ont soutenu et voté tous les programmes des gouvernements qui se sont succédé ces dernières années. Aujourd'hui, l'UGTA dénonce l'avant-projet de loi sur le secteur des hydrocarbures qui tend à mettre la Sonatrach sur un pied d'égalité avec les compagnies étrangères. Ces compagnies américaines, françaises, européennes bénéficient de moyens financiers et d'une technologie supérieure. La Sonatrach pourrait se voir déstabilisée et marginalisée... Cet avant-projet a d'ailleurs suscité des oppositions, et cela bien au-delà de la centrale syndicale. Une partie de l'opinion, certains cadres de l'État, une partie du patronat privé ont émis des critiques et le gouvernement a dû remiser provisoirement son avant-projet au placard...

Si l'UGTA a durci le ton, c'est parce que le mécontentement des travailleurs s'est accumulé. Mais elle ne s'oppose pas aux privatisations par principe. Elle exige d'être consultée et associée. Elle défend son statut de partenaire social. Pendant la grève, Sidi Saïd a surtout insisté dans ses déclarations sur son opposition aux privatisations des entreprises rentables... et son langage radical actuel n'est pas étranger à certaines luttes de clans à l'approche des présidentielles de 2004.

5 MARS 1953

## LA MORT DE STALINE

Le cinquantième anniversaire de la mort de Staline a été une nouvelle fois le prétexte, pour beaucoup, pour enterrer le communisme. Et ceux qui furent, il y a cinquante ans, parmi les adulateurs du dictateur n'ont pas été les moins zélés dans cette mise en bière. Certains d'entre eux en ont même fait leur spécialité, pour ne pas dire leur fonds de commerce, jouant le rôle de ces consultants, prisés par les chaînes de télé, quand il faut commenter soit une intervention militaire, soit des matchs. Comme si le fait d'avoir été stalinien, de stricte obédience, ou dans ses variantes maoïste, albanaise ou autre, valait brevet de compétence ; comme si le fait de s'être aplati devant le conformisme régnant à l'époque donnait une priorité pour aller à la soupe en jouant des coudes.

Mais à l'époque on ignorait tout, entend-on dire aujourd'hui. Curieuse excuse, de la part de gens qui font profession d'historiens, qui se targuent d'être des investigateurs infatigables !

C'est un grossier mensonge, le premier d'une longue série. Bien sûr que l'on savait l'essentiel. Et on n'avait pas besoin pour savoir d'attendre que la mort du dictateur laisse ses successeurs distiller, au compte-gouttes, les révélations sur le despote du Kremlin. On pouvait savoir, mais à condition d'en avoir la volonté, et le courage intellectuel qui va avec. Et sans pour autant se ranger dans la cohorte des adulateurs du capitalisme.

Les abjections, les crimes du stalinisme avaient été dénoncés bien avant que Staline ait rendu son dernier soupir. Ils avaient été révélés par ceux-là même qui avaient été les principaux artisans de cette révolution d'octobre 1917, qui avait su ébranler le monde.

Dès 1923, Trotsky et les principaux dirigeants de la

révolution communiste décelaient et dénonçaient les premiers signes de la dégénérescence du parti communiste russe et de l'État soviétique. Lénine lui-même, à la veille de sa mort, en signalait l'inquiétante dérive, et le rôle néfaste qu'y jouait Staline. C'est donc une contrevérité historique, un mensonge délibéré, de prétendre aujourd'hui que le stalinisme aurait été le produit naturel du bolchevisme, qu'il s'inscrivait dans sa continuité. Une contrevérité mise sur pied par Staline lui-même, qui construisit, avec la complicité passive ou active de nombreux courtisans, sa propre légende d'héritier de la révolution russe et de continuateur de Lénine. Mais c'est une fumisterie de prétendre qu'il aurait fallu attendre des décennies après sa mort et le travail critique de chercheurs, fouinant dans les archives pour savoir ce qui s'était passé de 1923 à 1953.

Dénoncer le stalinisme naissant, dès le début des années vingt, puis le stalinisme triomphant en URSS et imposant sa loi à tous les partis communistes dans le monde n'était pas chose facile. Et pourtant il y eut des femmes et des hommes pour le faire, sans se ranger pour autant dans le camp d'en face, dans le camp des adversaires du communisme.

Trotsky et ses partisans ont été de ceux-là. Sans entrer dans le détail, les titres de quelques-unes de ses œuvres majeures, décrivant et analysant la dégénérescence de l'État soviétique et celle, concomitante, du parti bolchevique sont sans ambiguïté : *Les Crimes de Staline*, *La Révolution Trahie*, ces livres ont été écrits et édités dans les années trente, et accessibles à ceux qui cherchaient vraiment. Ce combat contre le stalinisme, au nom du communisme, a valu plus de coups que d'honneurs à ceux qui le menaient. De

nombreux révolutionnaires qui avaient joué un rôle majeur pour faire triompher la révolution de 1917 et, y compris parmi eux, certains qui avaient capitulé devant Staline, le payèrent de leur vie. D'autres menèrent le combat jusqu'au bout. De nombreux trotskystes, et Trotsky lui-même, tombèrent sous les coups des staliniens. Alors oser prétendre aujourd'hui que l'on ne pouvait savoir à l'époque est une imposture.

Et c'en est une aussi de présenter le stalinisme comme l'enfant naturel du bolchevisme.

Lénine et les dirigeants de l'État ouvrier avaient exproprié les capitalistes et les propriétaires fonciers, proposé la paix à tous les peuples du monde et invité tous les travailleurs, tous les exploités, à les rejoindre dans la lutte révolutionnaire pour édifier un monde fraternel, débarrassé de l'exploitation, de la misère et de l'obscurantisme, de l'oppression. Staline et son régime furent la négation de tout cela. Il n'y avait absolument rien de commun entre la conception qu'avaient du socialisme et du communisme ceux qui, par leur action, contribuèrent à fonder l'État ouvrier soviétique, et l'URSS de Staline.

Mais la seule façon de le vérifier est de se reporter à l'histoire telle qu'elle s'est déroulée, sans emprunter les lunettes déformantes de l'anticommunisme dominant. À la condition que l'on considère cette histoire d'un point de vue révolutionnaire, avec le regard de ceux qui s'interrogent avec sérieux sur les moyens de remplacer le système capitaliste par une société réellement communiste. C'est dans cette optique qu'à notre sens on peut, on doit analyser et comprendre Staline et le stalinisme.

Alain VALLER

**La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY, vendredi 21 mars, aura pour sujet : 50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la Pérestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, OÙ VA LA RUSSIE ?**

**20 h 30 - Théâtre de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor - Paris V<sup>e</sup> - Métro Maubert-Mutualité**

Participation aux frais 3 euros

Rouleau-Guichard  
(Toulouse)

## APRÈS LES CHARRETTES, LES TRAINS DE LICENCIEMENTS

**Rouleau-Guichard, groupe textile, implanté dans la région toulousaine, est spécialisé dans la confection des sous-vêtements destinés aux hypermarchés. Pendant toute une période, les deux patrons du groupe, les frères Rouleau, se vantaient d'être les défenseurs du « Made in France » avec le slogan « Moi, je produis et j'emploie en France » mais depuis quelques années, ils se sont lancés dans les délocalisations en Tunisie, au Maroc et en Roumanie**

Aujourd'hui, la production est réalisée aux deux tiers à l'étranger. Ils ont aussi « diversifié » leurs activités en se lançant dans l'acquisition d'une dizaine d'hôtels de luxe à Paris, Toulouse, Tunis et Marrakech. Ils sont notamment propriétaires dans la Ville Rose du Capoul et de l'Hôtel de l'Opéra. Ils possèdent également une « hacienda » sur la côte espagnole et un château dans la région de Toulouse pour, disent-ils, recevoir leurs « grands clients ».

Les conséquences des délocalisations ne se sont pas fait attendre et, depuis 1999, le PDG a mis en œuvre un

« dégraissage » en règle. Mais comme il voulait éviter le coût (même minime) d'un plan social, obligatoire à partir de 10 licenciements, les « charrettes » de neuf licenciés se sont succédé tous les trois mois dans chaque unité du groupe à Toulouse et dans les autres villes de la région. Ainsi, le patron a réussi à liquider quelque 200 salariés sur 700 des sites de Toulouse, Castelnaudary, L'Isle-en-Dodon, Gaillac, Ussel et Lavelanet. Jusqu'à ce que « l'unité économique et sociale du groupe » (UES) soit reconnue par la justice en mai 2002. Depuis, la bride que constitue l'UES avait ralenti le mouvement et le patron ne pouvait se satisfaire des neuf licenciements par trimestre sur l'ensemble du groupe. D'autant plus qu'il procède régulièrement au déménagement des machines vers l'étranger ; tout récemment sept machines ont quitté le site toulousain.

C'est dans ce contexte que les délégués du personnel se sont vu remettre une convocation pour un Comité central d'entreprise le 4 mars dont l'ordre du jour portera sur « le projet de fermeture des établissements de Castelnaudary et L'Isle-en-Dodon ». En tout le patron entend supprimer près de 150

emplois. Et le « plan de sauvegarde de l'emploi » qu'il prétend mettre en œuvre ressemble surtout à un plan de sauvegarde de ses profits. Qu'on en juge : quelques reclassements dans ses hôtels où les conditions de travail ne sont pas meilleures qu'à l'usine, des propositions d'emplois dans les usines de Roumanie, du Maroc et de Tunisie ! et 1 500 euros pour les salariés qui voudraient créer leur entreprise.

Le matin du CCE, les salariés du groupe étaient appelés à venir dire ce qu'ils pensaient de ce « plan social » et aussi de leur patron qui se permet, en plein journal télévisé, de rendre les 35 heures responsables de la « démotivation » des salariés et donc des délocalisations, un patron qui s'est gavé de toutes les aides publiques, dont justement celles des 35 heures. Et comment croire aux difficultés financières du groupe alors qu'en plus de l'achat d'usines à l'étranger et d'hôtels, les frères Rouleau sont devenus actionnaires à 100 % du groupe en rachetant toutes les actions ? Qu'ils n'espèrent pas trouver chez les salariés de la « démotivation » à défendre leur sort.

Toray Plastics  
Europe  
(banlieue de Lyon)

## UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

**Comme dans bien des entreprises en ce moment, la direction de l'usine Toray Plastics Europe, à Saint-Maurice-de-Beynost, dans le département de l'Ain, vient d'annoncer le licenciement de 110 salariés sur les 540 embauchés que compte l'usine.**

L'usine de Saint-Maurice, une ancienne usine Rhône-Poulenc Films rachetée en 1996 par le groupe japonais Toray, leader mondial sur le marché de la bande magnétique, fabrique entre autres productions du film pour l'emballage ou pour les cassettes vidéo. En 1997, le groupe Toray avait investi près d'un milliard de francs et embauché une centaine d'ouvriers pour agrandir les ateliers du film vidéo.

Aujourd'hui la direction prétend que ce secteur est en difficulté à cause de la concurrence du DVD, que les nouveaux ateliers ne rapportent pas assez et que l'usine dans son ensemble est en déficit.

Depuis plusieurs mois, la direction entretenait la menace de suppressions de postes. L'annonce des licenciements à la mi-février n'a donc pas été une véritable surprise. Mais elle a tout de même déclenché la colère d'une bonne partie des ouvriers à la production qui

travaillent en 5x8 et dont 36 sont directement concernés par le plan de licenciement (qui touche aussi 64 employés à la journée et 10 cadres). Surtout que la direction annonce en même temps que toutes les lignes sont maintenues et que la production devra être maximale en 2003. Cela veut dire, au-delà des licenciements eux-mêmes, que ceux qui resteront devront faire le même travail, voire plus, en étant bien moins nombreux. Cela semble tout simplement infaisable. En outre il deviendrait quasiment impossible de poser ses congés ou de remplacer les malades. C'est pourquoi la direction veut aussi revenir sur le nombre de jours de RTT.

Bref, ce serait une détérioration grave des conditions de travail pour tous ceux qui échapperaient aux licenciements.

Ce qui a encore plus choqué est que la direction refuse toute mesure d'âge : ce sont donc les plus jeunes et les plus récemment embauchés qui seraient touchés, alors que des anciens souhaitent partir de l'usine à des conditions acceptables. Les seuls reclassements proposés sont... dans d'autres pays européens. C'est dire qu'ils sont bidons.

Cela signifie que plusieurs dizaines de travailleurs risquent de se retrouver au chômage. C'est une catastrophe

quand on sait que Toray est une des grandes entreprises du secteur et que d'autres usines des cantons voisins licencient également.

Du coup une centaine de travailleurs des ateliers ont tenu à se rassembler le 18 février lors du premier Comité d'entreprise extraordinaire. Deux autres rassemblements ont eu lieu le 25 et le 27 février lors des longues séances de discussions dans lesquelles la direction noie le poisson mais ne cède sur rien. Ceux qui se rassemblent sont bien convaincus que ces licenciements sont scandaleux, que le groupe Toray est suffisamment riche pour maintenir tous les emplois, d'autant qu'il vient d'investir 64 millions d'euros dans une filiale du Sud-Ouest.

Un certain nombre de ces travailleurs pensent également que seul un rapport de force et la grève peuvent faire reculer la direction. Cette minorité est déterminée à entraîner d'autres travailleurs qui sont pour l'instant abattus par cette véritable déclaration de guerre. La peur peut changer de camp et les travailleurs peuvent faire reculer la direction, peut-être sur les licenciements, et en tout cas sur les conditions et le nombre de salariés qu'elle jette à la rue.

Musée de  
l'Homme  
Paris

## LE PERSONNEL CONTRE LA FERMETURE

**Lundi 3 mars, le personnel du Musée de l'Homme s'est rassemblé place du Trocadéro à Paris, devant le musée, pour s'opposer à sa fermeture et à son démantèlement.**

À 11 heures l'intersyndicale CGT-FO et SUD avec l'appui du personnel et de nombreux soutiens – chercheurs, représentants d'autres musées, enseignants, plus de 300 personnes – a tenu une conférence de presse pour une nouvelle fois dénoncer et s'opposer au choix des gouvernements et de Chirac.

Fin 2001, le personnel avait déjà fait deux mois de grève, en vain, pour protester contre l'état d'abandon du musée, le manque de rénovation et de moyens depuis des années.

Aujourd'hui, le gouvernement a décidé de déménager les 300 000 objets des réserves pour les stocker dans des caisses, et de fermer la bibliothèque et la photothèque, ce qui stoppe le travail des chercheurs et étudiants. Et dès ce 3 mars, il voulait fermer presque toutes les salles d'exposition en mettant aussi en caisses les objets exposés, supprimant ainsi toutes les visites, dont les scolaires, qui sont nombreuses. Pourtant, le futur Musée des Arts premiers voulu par Chirac quai Branly ne doit ouvrir que dans trois ans, alors pourquoi cette précipitation ?

Les salariés, qui sont plus de cent, des gardiens aux scientifiques, s'inquiètent pour leur avenir et leur reclassement.

Et de nombreux scientifiques présents s'élevaient contre le choix de privilégier dans le futur musée Branly l'unique aspect esthétique des objets (comme dans les nouvelles salles du Louvre) au détriment de ce que faisait le Musée de l'Homme : étudier les civilisations, au travers de ces objets, dans toutes leurs spécificités.

Ils craignent aussi un détournement des 300 000 objets vers la spéculation privée des marchands d'art. Et ils s'interrogent aussi sur les raisons de l'abandon du Musée de l'Homme : les locaux du Palais de Chaillot sont un lieu prestigieux pour le tourisme et là aussi des opérations immobilières spéculatives sont peut-être prévues.

L'intersyndicale et le personnel ne veulent pas en rester là et ont décidé de s'adresser par tracts aux scientifiques et aux universitaires.

Rouleau-Guichard  
(Toulouse)

## APRÈS LES CHARRETTES, LES TRAINS DE LICENCIEMENTS

**Rouleau-Guichard, groupe textile, implanté dans la région toulousaine, est spécialisé dans la confection des sous-vêtements destinés aux hypermarchés. Pendant toute une période, les deux patrons du groupe, les frères Rouleau, se vantaient d'être les défenseurs du « Made in France » avec le slogan « Moi, je produis et j'emploie en France » mais depuis quelques années, ils se sont lancés dans les délocalisations en Tunisie, au Maroc et en Roumanie**

Aujourd'hui, la production est réalisée aux deux tiers à l'étranger. Ils ont aussi « diversifié » leurs activités en se lançant dans l'acquisition d'une dizaine d'hôtels de luxe à Paris, Toulouse, Tunis et Marrakech. Ils sont notamment propriétaires dans la Ville Rose du Capoul et de l'Hôtel de l'Opéra. Ils possèdent également une « hacienda » sur la côte espagnole et un château dans la région de Toulouse pour, disent-ils, recevoir leurs « grands clients ».

Les conséquences des délocalisations ne se sont pas fait attendre et, depuis 1999, le PDG a mis en œuvre un

« dégraissage » en règle. Mais comme il voulait éviter le coût (même minime) d'un plan social, obligatoire à partir de 10 licenciements, les « charrettes » de neuf licenciés se sont succédé tous les trois mois dans chaque unité du groupe à Toulouse et dans les autres villes de la région. Ainsi, le patron a réussi à liquider quelque 200 salariés sur 700 des sites de Toulouse, Castelnaudary, L'Isle-en-Dodon, Gaillac, Ussel et Lavelanet. Jusqu'à ce que « l'unité économique et sociale du groupe » (UES) soit reconnue par la justice en mai 2002. Depuis, la bride que constitue l'UES avait ralenti le mouvement et le patron ne pouvait se satisfaire des neuf licenciements par trimestre sur l'ensemble du groupe. D'autant plus qu'il procède régulièrement au déménagement des machines vers l'étranger ; tout récemment sept machines ont quitté le site toulousain.

C'est dans ce contexte que les délégués du personnel se sont vu remettre une convocation pour un Comité central d'entreprise le 4 mars dont l'ordre du jour portera sur « le projet de fermeture des établissements de Castelnaudary et L'Isle-en-Dodon ». En tout le patron entend supprimer près de 150

emplois. Et le « plan de sauvegarde de l'emploi » qu'il prétend mettre en œuvre ressemble surtout à un plan de sauvegarde de ses profits. Qu'on en juge : quelques reclassements dans ses hôtels où les conditions de travail ne sont pas meilleures qu'à l'usine, des propositions d'emplois dans les usines de Roumanie, du Maroc et de Tunisie ! et 1 500 euros pour les salariés qui voudraient créer leur entreprise.

Le matin du CCE, les salariés du groupe étaient appelés à venir dire ce qu'ils pensaient de ce « plan social » et aussi de leur patron qui se permet, en plein journal télévisé, de rendre les 35 heures responsables de la « démotivation » des salariés et donc des délocalisations, un patron qui s'est gavé de toutes les aides publiques, dont justement celles des 35 heures. Et comment croire aux difficultés financières du groupe alors qu'en plus de l'achat d'usines à l'étranger et d'hôtels, les frères Rouleau sont devenus actionnaires à 100 % du groupe en rachetant toutes les actions ? Qu'ils n'espèrent pas trouver chez les salariés de la « démotivation » à défendre leur sort.

Toray Plastics Europe  
(banlieue de Lyon)

## UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

**Comme dans bien des entreprises en ce moment, la direction de l'usine Toray Plastics Europe, à Saint-Maurice-de-Beynost, dans le département de l'Ain, vient d'annoncer le licenciement de 110 salariés sur les 540 embauchés que compte l'usine.**

L'usine de Saint-Maurice, une ancienne usine Rhône-Poulenc Films rachetée en 1996 par le groupe japonais Toray, leader mondial sur le marché de la bande magnétique, fabrique entre autres productions du film pour l'emballage ou pour les cassettes vidéo. En 1997, le groupe Toray avait investi près d'un milliard de francs et embauché une centaine d'ouvriers pour agrandir les ateliers du film vidéo.

Aujourd'hui la direction prétend que ce secteur est en difficulté à cause de la concurrence du DVD, que les nouveaux ateliers ne rapportent pas assez et que l'usine dans son ensemble est en déficit.

Depuis plusieurs mois, la direction entretenait la menace de suppressions de postes. L'annonce des licenciements à la mi-février n'a donc pas été une véritable surprise. Mais elle a tout de même déclenché la colère d'une bonne partie des ouvriers à la production qui

travaillent en 5x8 et dont 36 sont directement concernés par le plan de licenciement (qui touche aussi 64 employés à la journée et 10 cadres). Surtout que la direction annonce en même temps que toutes les lignes sont maintenues et que la production devra être maximale en 2003. Cela veut dire, au-delà des licenciements eux-mêmes, que ceux qui resteront devront faire le même travail, voire plus, en étant bien moins nombreux. Cela semble tout simplement infaisable. En outre il deviendrait quasiment impossible de poser ses congés ou de remplacer les malades. C'est pourquoi la direction veut aussi revenir sur le nombre de jours de RTT.

Bref, ce serait une détérioration grave des conditions de travail pour tous ceux qui échapperaient aux licenciements.

Ce qui a encore plus choqué est que la direction refuse toute mesure d'âge : ce sont donc les plus jeunes et les plus récemment embauchés qui seraient touchés, alors que des anciens souhaitent partir de l'usine à des conditions acceptables. Les seuls reclassements proposés sont... dans d'autres pays européens. C'est dire qu'ils sont bidons.

Cela signifie que plusieurs dizaines de travailleurs risquent de se retrouver au chômage. C'est une catastrophe

quand on sait que Toray est une des grandes entreprises du secteur et que d'autres usines des cantons voisins licencient également.

Du coup une centaine de travailleurs des ateliers ont tenu à se rassembler le 18 février lors du premier Comité d'entreprise extraordinaire. Deux autres rassemblements ont eu lieu le 25 et le 27 février lors des longues séances de discussions dans lesquelles la direction noie le poisson mais ne cède sur rien. Ceux qui se rassemblent sont bien convaincus que ces licenciements sont scandaleux, que le groupe Toray est suffisamment riche pour maintenir tous les emplois, d'autant qu'il vient d'investir 64 millions d'euros dans une filiale du Sud-Ouest.

Un certain nombre de ces travailleurs pensent également que seul un rapport de force et la grève peuvent faire reculer la direction. Cette minorité est déterminée à entraîner d'autres travailleurs qui sont pour l'instant abattus par cette véritable déclaration de guerre. La peur peut changer de camp et les travailleurs peuvent faire reculer la direction, peut-être sur les licenciements, et en tout cas sur les conditions et le nombre de salariés qu'elle jette à la rue.

Musée de  
l'Homme  
Paris

## LE PERSONNEL CONTRE LA FERMETURE

**Lundi 3 mars, le personnel du Musée de l'Homme s'est rassemblé place du Trocadéro à Paris, devant le musée, pour s'opposer à sa fermeture et à son démantèlement.**

À 11 heures l'intersyndicale CGT-FO et SUD avec l'appui du personnel et de nombreux soutiens – chercheurs, représentants d'autres musées, enseignants, plus de 300 personnes – a tenu une conférence de presse pour une nouvelle fois dénoncer et s'opposer au choix des gouvernements et de Chirac.

Fin 2001, le personnel avait déjà fait deux mois de grève, en vain, pour protester contre l'état d'abandon du musée, le manque de rénovation et de moyens depuis des années.

Aujourd'hui, le gouvernement a décidé de déménager les 300 000 objets des réserves pour les stocker dans des caisses, et de fermer la bibliothèque et la photothèque, ce qui stoppe le travail des chercheurs et étudiants. Et dès ce 3 mars, il voulait fermer presque toutes les salles d'exposition en mettant aussi en caisses les objets exposés, supprimant ainsi toutes les visites, dont les scolaires, qui sont nombreuses. Pourtant, le futur Musée des Arts premiers voulu par Chirac quai Branly ne doit ouvrir que dans trois ans, alors pourquoi cette précipitation ?

Les salariés, qui sont plus de cent, des gardiens aux scientifiques, s'inquiètent pour leur avenir et leur reclassement.

Et de nombreux scientifiques présents s'élevaient contre le choix de privilégier dans le futur musée Branly l'unique aspect esthétique des objets (comme dans les nouvelles salles du Louvre) au détriment de ce que faisait le Musée de l'Homme : étudier les civilisations, au travers de ces objets, dans toutes leurs spécificités.

Ils craignent aussi un détournement des 300 000 objets vers la spéculation privée des marchands d'art. Et ils s'interrogent aussi sur les raisons de l'abandon du Musée de l'Homme : les locaux du Palais de Chaillot sont un lieu prestigieux pour le tourisme et là aussi des opérations immobilières spéculatives sont peut-être prévues.

L'intersyndicale et le personnel ne veulent pas en rester là et ont décidé de s'adresser par tracts aux scientifiques et aux universitaires.

Peugeot-Sochaux

## UNE SCISSION DE LA CGT AU NOM DE L'APOLITISME

Le 3 septembre 2002, la commission exécutive de la CGT de Peugeot-Sochaux (44 membres réunis sur 46) décidait à la majorité, à la suite du congrès de juillet, de changer de secrétariat, retirant cette responsabilité à Lorris Dall'o et à son équipe qui étaient en place depuis treize ans. Il y eut 24 voix pour le nouveau secrétariat, 19 voix pour l'ancien et un bulletin blanc. Depuis, quelques journaux, dont *Le Monde*, ont rapporté ces faits, en citant les propos de l'ancien secrétaire de la CGT, qui affirme être « victime d'un putsch organisé par *Lutte Ouvrière* et le PCF, qui se sont ainsi emparés de la direction du syndicat ».

La vérité est plus simple... et moins glorieuse pour l'équipe sortante.

Au congrès de juillet, la commission financière de contrôle du syndicat (CFC) a refusé d'accorder son quitus à l'équipe sortante, le rapporteur lui délivrant un carton rouge. Ce rapport accablant fut voté par l'écrasante majorité des délégués, l'équipe sortante s'abstenant.

Une étude ultérieure de la CFC, destinée aux 380 syndiqués CGT de l'entreprise, a fait apparaître que, sur les fonds récoltés grâce au versement au syndicat de 10 % des indemnités touchées par les militants au titre de l'indemnisation de la discrimination syndicale dont ils avaient été victimes, soit 800 000 francs, plus de la moitié de ce petit trésor de guerre (455 700 francs) devait être classée comme « dépenses injustifiables et injustifiées ».

Incapables d'apporter des explications comptables – le trésorier sortant disant avoir mis au feu les livres de comptes des exercices précédents – les responsables syndicaux mis en cause se sont alors engagés dans une campagne visant à accréditer « un complot, un putsch », affirmant sans rire : « Nous avons œuvré pendant des années pour nous démarquer du PCF, et voilà qu'on nous impose LO ».

En pleine campagne pour les élections de délégués du personnel et au Comité d'entreprise, et pour les élections prud'homales, qui avaient lieu toutes les trois en décembre 2002, et profitant du fait que la nouvelle direction de la CGT ne souhaitait pas mettre sur la place publique ce problème de dépenses sans justificatifs, Lorris Dall'o et son entourage ont commencé (alors qu'ils étaient eux-mêmes présentés sur les listes CGT) à affirmer

qu'ils avaient été écartés par un complot politique. S'ils avaient bien été écartés du secrétariat, ils continuaient à appartenir à la Commission exécutive.

La veille des élections de délégués du personnel, un tract non signé, intitulé « CGT oui, LO non », publiait les photos de plusieurs dizaines de militants, en les affublant d'une étiquette politique, souvent sans aucun rapport avec la réalité : LO, PCF, LCR ou PT !

Cela n'a guère ému les travailleurs de Peugeot, qui dans leur majorité (52 % des voix dans le collège ouvrier, comme lors des élections précédentes) ne voient pas en quoi des militants de *Lutte Ouvrière*, par ailleurs militants de la CGT depuis plus de trente ans pour certains, ne pourraient pas occuper des responsabilités, y compris au secrétariat du syndicat.

En janvier 2003, Dall'o et son équipe, après s'être faits élire sur les listes CGT, ont finalement créé un syndicat SUD, une vingtaine de militants passant à ce nouveau syndicat. Ce sera donc le septième syndicat existant sur l'usine.

Faisant profession de foi de lutte contre ce qu'ils appellent l'emprise de LO et du PCF (dont Dall'o est lui-même un ancien adhérent, avant de s'être tourné un temps vers les reconstruc-teurs), la direction de SUD-Peugeot, qui se dit opposée à ce que des militants politiques puissent occuper des responsabilités syndicales, s'est d'emblée placée sur le terrain de l'apolitisme. C'est une manière de dissimuler un choix politique qui n'est évidemment pas celui de la lutte de classes.

Correspondant LO

Metaleurop

## LA MOBILISATION NE FAIBLIT PAS

Cela fait maintenant plus d'un mois que les 830 travailleurs de Metaleurop ont été jetés à la rue par les actionnaires de Glencore, qui ont retiré leurs capitaux et condamné leur usine au dépôt de bilan. Et depuis plus d'un mois, des assemblées générales ont lieu dans la cantine de l'usine tous les matins, avec entre 300 et 600 participants.

Les manifestations se succèdent aussi dans les rues de Lille, Douai, Béthune, accompagnées à chaque fois par des opérations escargots sur les routes de la région. La prochaine manifestation devait avoir lieu jeudi 6 mars dans les rues de Lens. L'objectif était de regrouper les travailleurs victimes des nombreux plans dits « sociaux » qui ravagent la région en ce moment : Metaleurop bien sûr, mais aussi Testut, Alcatel et de très nombreuses petites entreprises. Au total, c'est la disparition de plusieurs milliers d'emplois qui est programmée et chaque jour amène de nouvelles annonces de licenciements.

Les travailleurs de Metaleu-

rop sont conscients qu'ils ne sont pas seuls et c'est pourquoi cette manifestation concerne tous les travailleurs, y compris ceux qui ont encore un emploi aujourd'hui, car personne ne peut plus se dire assuré de le conserver demain. Le dernier exemple en date, c'est le transporteur Bils Deroo, qui assure aujourd'hui tous les transports de l'usine Renault de Douai. Le dépôt de bilan menace, et près de 1 000 emplois supplémentaires sont concernés.

Pour Metaleurop, il n'y a toujours pas de repreneur sérieux à l'horizon. Aucun patron ne veut assumer le coût d'une dépollution du site gorgé de métaux lourds. Si des repreneurs se présentent, c'est qu'ils auront eu l'assurance de recevoir des aides publiques conséquentes. Visiblement, cela se discute au niveau de l'État et du Conseil régional. Le président du Conseil régional a annoncé qu'il étudiait un « plan de relance de l'emploi dans la région de Lens ». Il se dit prêt à mettre des fonds publics dans l'affaire. Mais personne ne parle de « mettre des fonds » pour assurer aux travailleurs de Metaleurop leur salaire ou leur retraite ! C'est

ainsi que le seul engagement un tant soit peu sérieux jusqu'à présent, c'est de proposer un FNE pour une centaine de travailleurs, les plus âgés.

Les travailleurs l'ont remarqué, bien évidemment, et ils ont décidé d'accentuer leur pression sur les élus locaux, députés, maires et conseillers régionaux ou généraux. Quelques manifestations ont eu lieu pour rappeler à ces élus leur promesse d'aider la lutte des Metaleurop : ils avaient promis de payer les bus pour les déplacements par exemple, mais cette promesse semble oubliée depuis que le gouvernement leur a accordé une zone franche.

Le mardi 4 mars, par exemple, 300 travailleurs de Metaleurop sont venus voir le maire de Douai, Jacques Vernier, président du groupe UMP du Conseil régional, pour lui réclamer un soutien financier. Il était absent, comme par hasard... Les travailleurs ont promis de revenir en force au conseil municipal de Douai, le vendredi 7 mars, « pour peser sur les décisions qui seront prises ». Des élus sous étroite surveillance, voilà qui ne pourrait leur faire que du bien !

Cherbourg

## ALAIN HÉBERT UN SYNDICALISTE CONDAMNÉ POUR L'EXEMPLE

Mercredi 26 février, devant le tribunal de Caen, nous étions nombreux à accompagner Alain Hébert pour prendre connaissance du jugement de la cour d'appel. Ce fut d'abord le soulagement car Alain n'irait pas en prison, puis très vite l'indignation, car il était tout de même condamné, même si c'était avec sursis (six mois), pour un acte qu'il n'a pas commis.

Alain Hébert, secrétaire de l'union locale CGT de Cherbourg, avait été condamné en première instance à une peine de six mois de prison, dont un mois ferme, un gendarme s'étant plaint d'avoir été

agressé par le syndicaliste lors d'une manifestation en juin 2002 contre la fermeture de l'hôpital maritime de Cherbourg. Le procès avait montré qu'il n'en était rien et le dossier d'accusation était vide.

Au procès en appel, la défense produisait même une photo parue dans le journal *Ouest France*, prouvant, s'il le fallait, que le gendarme n'avait été victime d'aucune violence. Nous étions plusieurs milliers, dont de nombreux travailleurs des différents arsenaux du pays, à être venus manifester notre soutien à notre camarade lors de ce procès en appel en janvier dernier.

Ce mercredi 26 février, deux cars avaient donc été affrétés de Cherbourg pour accompagner Alain Hébert.

Sur place, étaient présentes de nombreuses délégations, notamment de Saint-Lô et Caen. Au total, nous étions 200 à attendre le verdict. Une fois revenus à Cherbourg, un rassemblement était prévu pour ceux qui n'avaient pu faire le déplacement : 300 personnes attendaient Alain Hébert pour prendre connaissance du jugement.

Si de nombreux commentateurs manifestaient une certaine indignation concernant la condamnation, beaucoup d'entre nous se félicitaient tout de même de la mobilisation qui avait entouré cette affaire. Car, sans elle, il est à parier qu'Alain Hébert aurait dormi en prison.

Correspondant LO

Péchiney  
(Ariège)

# NON AUX LICENCIEMENTS !

**Le mercredi 26 février, lors de la tenue de comités d'entreprise aux usines d'Auzat et de Sabart, le directeur de chaque site a été retenu pendant près de 24 heures par des dizaines de salariés.**

Le personnel de Péchiney n'a pas l'intention d'accepter avec résignation la fermeture complète d'Auzat et partielle de Sabart. En tout, plus de 280 emplois sont menacés, auxquels il faut ajouter plusieurs dizaines d'intérimaires et autant de salariés de la sous-traitance.

Au cours de cette « séquestration », les syndicats ont demandé la tenue d'une table ronde avec la direction générale de Péchiney, le ministre de l'Industrie et la

direction d'EDF. L'industrie de l'aluminium est grande consommatrice d'énergie électrique et la direction de Péchiney avance, parmi les raisons de la fermeture de l'usine d'Auzat, l'augmentation, après 2004, du coût de l'électricité, EDF cherchant à réaliser des bénéfices comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Le directeur général de Péchiney regrette le temps où EDF pratiquait des prix très favorables pour les industriels : « Nous avons eu des années merveilles », dit-il.

Pour justifier la fermeture d'Auzat et en partie celle de Sabart, Péchiney met en avant des marges opérationnelles négatives pour les années à venir. Mais pour 2002, la marge opérationnelle (le profit) des deux usines est positive. Et au

niveau d'Aluminium Péchiney, la marge opérationnelle a été de 424 millions d'euros en 2001 et de 282 millions d'euros en 2002. Que représenterait même une perte éventuelle de 2 à 3 millions d'euros, par rapport aux profits dégagés au niveau d'Aluminium Péchiney ? Pendant des décennies, Péchiney a récupéré des profits énormes, et aujourd'hui, parce que la conjoncture serait moins favorable, il faudrait fermer des usines et ruiner des régions entières !

Le prix de l'aluminium est cyclique et dans de nombreuses périodes Péchiney a gagné de l'or en barre. Les salariés s'opposent à la fermeture des usines et exigent de prendre sur les profits pour préserver l'emploi.

# Aciéries des Ancizes, et Fortech - Issoire (Puy-de-Dôme)

## UNE SEMAINE DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

**Aux Aciéries des Ancizes et chez Fortech à Issoire, près de 2 000 ouvriers sont en grève depuis mercredi 25 février pour obtenir une augmentation de salaire de 6 % alors que la direction leur a annoncé 0,5 % seulement. Dans ces deux usines ayant le même patron, des piquets de grève bloquent les camions. Malgré les manœuvres patronales d'intimidation, la détermination des grévistes reste forte.**

Aux Ancizes, à une cinquantaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, l'usine d'aciérie emploie 1 400 salariés et une centaine d'intérimaires qui produisent surtout des pièces pour les avions.

Chez Fortech à Issoire, ils sont 350 auxquels s'ajoutent une cinquantaine d'intérimaires. On y produit essentiellement pour l'aéronautique des pièces matriçées, des éléments forgés en acier ou en titane.

À proximité, il y a aussi Interforge avec 150 salariés et une quarantaine d'intérimaires. Les deux usines d'Issoire, Fortech et Interforge, ainsi que celle des Ancizes appartiennent au même groupe Aubert et Duval. Lequel possède également des usines à Gennevilliers, à Imphy dans la Nièvre, à Firminy dans la Loire, à Pamiers dans les Pyrénées. Soit au total dans les 4 000 salariés. Aubert et Duval forment Eremet, un ensemble

industriel de niveau européen, dont le chiffre d'affaires est considérable et qui réalise de solides bénéfices.

Aussi, en osant annoncer 0,5 % de plus sur des salaires dont la plupart sont inférieurs à 1 200 euros (8 000 F), la direction a provoqué la colère des travailleurs qui ont débrayé d'abord quatre heures. Puis la grève s'est renforcée avec arrêt de la production dans toutes les équipes postées et des piquets de grève se sont mis en place.

Distantes d'une centaine de kilomètres, les deux usines se sont bien coordonnées et des manifestations ont eu lieu aux Ancizes et à Issoire. La direction a alors annoncé qu'elle augmenterait les salaires de 1,2 % au lieu des 0,5 %. Pour les grévistes, c'est évidemment insuffisant. Mardi 4 mars, c'est à Clermont-Ferrand que des centaines de grévistes, venus en cars et en voitures, se sont retrouvés devant le siège social d'Aubert et Duval, dans la zone industrielle de La Pardieu.

Surveillés de près par des policiers et des CRS, ils ont attendu le résultat de l'entrevue direction-syndicats. La direction ne veut toujours rien lâcher de plus que le 1,2 % ou 20 euros, dit-elle. Et elle menace de faire appel au tribunal et à la police pour faire évacuer les piquets de grève.

Toujours décidés, les grévistes sont repartis devant leurs usines respectives pour décider des suites de leur mouvement.

Arc  
International

# DURAND CASSE LES EMPLOIS

Le samedi 1<sup>er</sup> mars, plus de 300 travailleurs et travailleuses d'Arc International (ex-Verrerie Cristallerie d'Arques) ont défilé autour de l'usine. Cette manifestation, appelée par les syndicats CGT, CFDT et FO, est une protestation contre les plans de restructuration qui touchent de nombreux secteurs de l'usine.

Dans cette entreprise de plus de dix mille salariés, la direction s'est étoffée d'un ancien dirigeant de chez Danone et multiplie les plans dits de « sauvegarde de l'emploi ». Des salariés doivent accepter des mutations définitives dans l'usine, avec perte de salaire et déqualification. En cas de refus de la mutation, la direction se donne le droit de licencier le travailleur. C'est ainsi qu'une dizaine d'ouvriers ont été licenciés économiques.

La mise en place des 35 heu-

res a entraîné une vague de mécontentement en 2000. À l'époque, près de 450 salariés de la VCA ont manifesté pour la mise en place d'une cinquième équipe, un sacré événement puisque la seule grève dans l'entreprise remonte à 1937. La direction a signé un accord de RTT avec plusieurs organisations syndicales, dont la CGT. S'il y a eu la mise en place de la cinquième équipe, les salaires sont bloqués pour plusieurs années et il n'y a eu aucune embauche. Plusieurs centaines de CDD ont même été licenciés.

Pour justifier ses attaques, baisses des salaires, aggravation des conditions de travail et licenciement des récalcitrants, la direction invoque la concurrence internationale et les productions de verre avec des coûts salariaux très bas comme en Turquie. En

permanence, la direction met la pression et sème l'inquiétude parmi les salariés. Mais si la famille Durand envisage de diminuer les effectifs de l'usine, d'arrêter certains ateliers, c'est d'abord parce qu'elle délocalise ses fabrications en Chine et en Iran.

Cette famille est une des plus grosses fortunes de France et elle intègre sa stratégie des profits maximums dans le cadre du capitalisme mondial. Son discours paternaliste de « défenseur de l'emploi » passe de plus en plus mal auprès du personnel. Et si la manifestation n'a encore rassemblé qu'une petite minorité du personnel, l'idée de résister à cette famille soi-disant toute puissante fait son chemin dans la conscience de milliers de travailleurs.

Aventis  
Romainville  
(Seine-Saint-Denis)

# LE RÉSULTAT DE LA POLITIQUE D'ÉCONOMIES UN ACCIDENT GRAVE

**À Aventis Romainville, jeudi 27 février, un technicien d'atelier âgé de 31 ans s'est retrouvé intoxiqué par une atmosphère d'azote et d'acétone.**

Les pompiers et le médecin du travail du centre de recherche, qui heureusement existe encore malgré les décisions tueuses d'emplois d'Aventis, sont intervenus rapidement.

Ce technicien d'atelier est dans un état jugé sérieux par

l'hôpital Lariboisière, où il est toujours dans le coma depuis le 27 février.

La direction porte une grave responsabilité dans cet accident.

En effet, le site de Romainville qui compte 1 300 salariés, a été scindé en deux entités au 1<sup>er</sup> janvier 2002 : le CPR (Centre de Production de Romainville) qui compte 223 salariés et la DIA (centre de recherche) qui en compte 1100.

Au CPR, les économies sont la règle avec l'utilisation à outrance de la sous-traitance, la

diminution des effectifs des équipes alors que la production augmente dans certains ateliers.

Déjà en juillet 2002, le personnel du CPR a fait une semaine de grève pour demander de l'embauche et n'a obtenu que quelques transformations de contrats. Les conditions de travail n'étaient plus supportables.

Le directeur du CPR veut que les ouvriers soient aussi pompiers volontaires, il veut que le médecin du travail ne soit là qu'à tiers temps, il a voulu un service sécurité réduit à sa plus

simple expression.

Plusieurs accidents, qui auraient pu avoir des conséquences graves pour le personnel, ont eu lieu ces derniers mois.

Dès vendredi 28 février, un CHSCT extraordinaire a eu lieu en présence de l'inspecteur du travail. Mardi 4 mars à 14 h 30 un rassemblement de 400 salariés indignés a eu lieu pour exiger de la direction du CPR et d'Aventis :

- la présence de pompiers professionnels au CPR ;
- la présence permanente d'un

médecin ;

- le renforcement significatif du service sécurité ;
- l'embauche de tous les CDD ;
- l'embauche de tous les intérimaires ;
- le renforcement de toutes les équipes ;
- l'arrêt de toute sous-traitance ;
- l'arrêt du démantèlement de services entiers.

Aventis et la direction du CPR sont les seuls responsables de cet accident grave.

Correspondant LO

Matra

## LAGARDÈRE, UN « PATRON VOYOU » BIEN DE CHEZ NOUS

Lorsque Métaleurop avait annoncé la fermeture de son usine du Pas-de-Calais, il y a un peu plus d'un mois, Chirac n'avait pas eu de mots assez durs envers ces « patrons voyous ». Aujourd'hui alors que Matra jette à la rue un millier de travailleurs à Romorantin, on n'entend plus dans la bouche du chef de l'État et de ses lieutenants au gouvernement de tels qualificatifs.

S'ils voulaient entamer la chasse à ces voyous de patrons, le trust Lagardère, auquel appartient Matra-Automobile, serait une cible bien plus accessible que l'insaisissable conglomérat international dont Métaleurop était la filiale. Pour parvenir aux comptes en banque de ceux à qui profite le crime, nul besoin cette fois de démêler l'écheveau de multiples filiales en semi-faillite, basées dans autant de paradis fiscaux et juridiques. Lagardère est un des fleurons de « notre » capitalisme national. Il tire une bonne partie de ses profits de liens étroits avec l'État, notamment dans le domaine de l'industrie d'armement et de l'aéronautique. Il contrôle une part de l'édition et des médias. Avec ce patron si proche des sphères du pouvoir, Chirac a baissé d'un ton. Pourtant, c'est peu dire que lui aussi



s'est conduit comme un voyou, c'est-à-dire comme n'importe lequel des patrons, en mettant à la rue un millier de salariés.

Leur travail lui avait rapporté, lorsqu'ils fabriquaient « l'Espace », 700 millions d'euros, soit dix fois son investissement initial. Quand les chiffres de vente de « l'Espace » crevaient les plafonds, Lagardère empochait, partageant avec Renault. Mais maintenant que le véhicule qui lui a succédé, « l'Avantime », serait un échec commercial, ce sont les salariés qui trinquent !

On pourrait d'ailleurs employer des qualificatifs semblables pour la direction de Renault, dont l'actionnaire principal est toujours l'État.

Renault a aussi engrangé les bénéfices de « l'Espace » avant de laisser tomber les ouvriers de Romorantin. Alors, Lagardère se fendra peut être d'un chèque pour les salariés qu'il jette à la rue. Renault a même promis de reprendre dans ses usines tous les salariés de Matra-Romorantin, à condition qu'ils soient prêts à déménager. Mais cela ne changera rien au fait que la vie d'un millier de travailleurs aura été ruinée et une région entière sinistrée, pour que soient assurés les profits.

Ce sont les mêmes méthodes qu'à Métaleurop, celles du capitalisme.

D. M.

## Renault Véhicules Industriels

Vénissieux - Saint-Priest (Rhône)

### NÉGOCIATIONS SALARIALES ET MANŒUVRES DE LA DIRECTION

À RVI, la direction voulait cette année un accord salarial qui soit signé par l'ensemble des organisations syndicales, et surtout les plus importantes, la CGT et la CFDT.

Après les grèves et les débrayages qui ont eu lieu surtout à Vénissieux et à Saint-Priest (voir LO n° 1803), la CGT a organisé un vote dans les ateliers. À Vénissieux, 70 % des votants se sont prononcés « contre la signature de l'accord » et « pour la poursuite des négociations ». À Saint-Priest le vote n'a pas été organisé mais, lors d'une réunion d'information syndicale, les salariés présents se sont prononcés très majoritairement dans le même sens. Sur l'ensemble du groupe, les résultats ont été de 50,07 % contre la signature de l'accord. La CGT a donc décidé de ne pas signer.

La direction a donc retiré son accord, puisqu'elle exigeait que les signataires représentent 75 % des exprimés aux élections du CE, ce qui ne pouvait pas être atteint sans la signature de la CGT. Les autres organisations syndicales qui

dès la fin de la deuxième réunion de négociation avaient décidé de ne plus appeler à faire grève, et qui ont toutes signé l'accord salarial, se sont alors déchaînées contre la CGT. Les signataires, dans leur surenchère, affirment tous qu'on aurait perdu des centaines d'euros, ce qui n'est pas vrai : ce sont les plus hauts salaires qui auraient eu le plus à gagner au remplacement de la prime de fin d'année par un 13<sup>e</sup> mois et, en contrepartie, il y avait blocage des salaires.

La direction aussi ne lésine pas sur la propagande. Dans un argumentaire rédigé pour la maîtrise, elle affirme clairement quel était son but avec cet accord : obtenir la paix sociale pour rassurer les actionnaires.

Une nouvelle réunion sur les salaires entre la direction et les syndicats a donc eu lieu le jeudi 27 février, une réunion classique comme il y en a tous les ans, où la direction annonce les mesures salariales sans demander de signature aux organisations syndicales. Elle a annoncé 1,7 % d'augmentation générale.

Dans les ateliers, certains

## Reims-Aviation (Marne)

Une table ronde s'est tenue vendredi 28 février à Châlons-en-Champagne entre les pouvoirs publics, les patrons anciens et futurs de l'entreprise Reims-Aviation, ainsi que les représentants du personnel. Il s'agissait d'entendre les propositions faites aux 150 travailleurs de l'usine qui vont perdre leur emploi. Le bilan est on ne peut plus maigre.

On pouvait certes s'attendre à un tel résultat vu qu'aucun responsable politique attendu n'avait jugé bon de faire le déplacement. L'ex-PDG de Reims-Aviation, Jean-Paul Chaufour, ne s'est quant à lui même pas fait représenter, bien qu'il soit à l'origine du dépôt de bilan. Si la table ronde a duré des heures, ce ne fut donc pas pour apporter des réponses aux revendications des travail-

leurs. Sur des embauches supplémentaires par les repreneurs Ventana et FCP, sur des possibilités de départs avancés en préretraite, sur des propositions d'emplois par les pouvoirs publics, sur des indemnités dignes de ce nom versées aux futurs licenciés, personne ne s'est engagé. Ceux qui étaient là soi-disant pour apporter des solutions ont juste feint d'octroyer généreusement aux travailleurs... ce

que la loi prévoit déjà. Le seul « cadeau » est venu de la Mairie de Reims qui mettra à la disposition de la cellule de reclassement un de ses locaux. Ce qui ne lui coûte rien.

Pourtant, la Mairie de Reims aurait les moyens de faire des gestes bien plus significatifs, elle qui avait par exemple proposé il y a quelques semaines de racheter les locaux de Reims-Aviation pour la somme de sept millions d'euros, pour les louer ensuite à bas prix aux nouveaux propriétaires. Mais manifestement, elle a bien plus d'argent à consacrer à des subventions au patronat qu'à aider réellement les travailleurs livrés au chômage, en

embauchant par exemple dans les services techniques de la municipalité où ils ne seraient de toute façon pas de trop, et il en est de même pour le Conseil général et le Conseil régional.

Alors, la colère dominait à l'assemblée générale du personnel qui s'est tenue le lundi suivant, le 3 mars. Tous les travailleurs tenaient à montrer leur indignation. Il fut décidé de préparer un accueil mouvementé à l'administrateur judiciaire, lui qui ose faire passer les dettes de l'entreprise avant les indemnités aux licenciés et qui s'est même permis de refuser à tout le personnel une augmentation de salaires pourtant prévue par l'accord des 35

heures. C'est d'ailleurs cette provocation qui avait relancé la mobilisation des travailleurs de Reims-Aviation.

Il reste maintenant peu de temps avant la réunion du Comité d'entreprise du 10 mars qui doit statuer sur les modalités du plan de licenciements que la direction a le culot d'appeler « plan de sauvegarde ». Les travailleurs sont évidemment inquiets quant à ce qu'ils pourront finalement obtenir. Mais certains veulent aller jusqu'au bout, sachant qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils arracheront.

Correspondant LO